

ANNÉE : 2018

---

**RAPPORT ANNUEL DU COORDINATEUR  
RÉSIDENT / HUMANITAIRE SUR L'UTILISATION  
DES SUBVENTIONS DU CERF  
CHAD  
RÉPONSE RAPIDE  
DEPLACEMENT  
2018**

<b>COORDINATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE</b>	<b>Stephen Tull</b>
--	---------------------

## RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.

L'After Action Review n'a pas été fait en raison des agendas très chargés des membres de la HCT au mois de Décembre. Cependant au regard de l'urgence de la crise, un point sur les progrès de la réponse, les défis a été systématiquement fait une fois par mois à la HCT et à l'ICC pour s'assurer de l'efficacité des interventions et identifier les ajustements ou plaidoyer à faire.

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordinateur Résident et/ou Coordinateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI  NON

Le rapport a été discuté avec les points focaux CERF des agences et les Coordonnateurs de cluster concernés mais pas avec la HCT en raison du calendrier chargé du mois de décembre et des absences pour raison de congés. Il faudra noter que chaque mois un point est fait à l'ICC et la HCT sur les progrès et défis de la réponse au Sud.

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives ?

OUI  NON

Le rapport a été partagé aux agences récipiendaires et aux coordonnateurs de clusters concernées. Des échanges ont eu lieu avec certaines agences pour clarifier, compléter ou corriger des données et des informations contenus dans les rapports préliminaires.

## PARTIE I

### **Déclaration du Coordonnateur Résident / Humanitaire**

Cette allocation du CERF a permis d'apporter une assistance rapide aux réfugiés nouvellement arrivés de la République Centrafricaine (RCA) en privilégiant l'approche hors camps favorisant la prise en compte des communautés hôtes dans une perspective de solutions durables et de cohésion pacifique entre les deux communautés. Cette approche s'intègre parfaitement dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle façon de travailler amorcée au Tchad 2019. Elle a permis d'utiliser efficacement les fonds CERF en complémentarité avec des financements plus durables et cela dès le démarrage des projets dans une perspective de renforcement des capacités de résilience et d'autorisation des bénéficiaires. Cette approche a déjà démontré des résultats positifs et encourageants en termes d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires avec le financement CERF UFE 2017 utilisée à travers le cash à usage. Il est donc essentiel de maximiser l'utilisation des fonds CERF à travers une approche à la fois stratégique et innovatrice au profit des populations les plus vulnérables.

## **1. APERÇU**

<b>18-RR-TCD-29154 TABLEAU 1 : VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)</b>	
<b>a. Montant total nécessaire à la réponse humanitaire</b>	<b>28,405,371</b>
<b>SOURCE</b>	
CERF	6,765,609
FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	N/A
AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	5,121,627
<b>b. FINANCEMENT TOTAL RÉCU POUR LA RÉPONSE HUMANITAIRE</b>	<b>11,887,136</b>

<b>18-RR-TCD-29154 TABLEAU 2 : CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)</b>			
<b>Allocation 1 – date de la soumission officielle : 14/03/2018</b>			
<b>Agence</b>	<b>Code du Projet</b>	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Montant</b>
FAO	18-RR-FAO-012	Food Security - Food Aid	758,815
UNFPA	18-RR-FPA-016	Protection - Protection	238,824
UNFPA	18-RR-FPA-017	Health - Health	256,448
UNHCR	18-RR-HCR-015	Multi-Cluster - Multi-sector refugee assistance	2,141,563
UNICEF	18-RR-CEF-041	Education - Education	116,997

UNICEF	18-RR-CEF-042	Water Sanitation Hygiene - Water, Sanitation and Hygiene	421,006
UNICEF	18-RR-CEF-043	Protection - Protection	242,655
UNICEF	18-RR-CEF-044	Health - Health	140,629
UNICEF	18-RR-CEF-045	Nutrition - Nutrition	324,855
WFP	18-RR-WFP-025	Coordination and Support Services - Common Humanitarian Air Services	227,825
WFP	18-RR-WFP-026	Food Security - Food Aid	1,260,999
WFP	18-RR-WFP-027	Nutrition - Nutrition	184,982
WHO	18-RR-WHO-014	Health - Health	450,011
<b>TOTAL</b>			<b>6,765,609</b>

**18-RR-TCD-29154 TABLEAU 3 : REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)**

<b>Total des fonds mises en œuvre par les agences</b>	<b>4,159,478</b>
- Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	140,695
- Fonds transférés aux partenaires ONG Internationales pour mise en œuvre*	364,513
- Fonds transférés aux partenaires ONG Nationales pour mise en œuvre *	2,100,923
- Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*	0
<b>Total fonds transférés aux partenaires*</b>	<b>2,606,131</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6,765,609</b>

\* Identique aux totaux de Annex 1.

## 2. LE CONTEXTE HUMANITAIRE ET DES BESOINS

À la suite d'affrontements entre des groupes armés en décembre 2017 dans le nord-ouest de la République Centrafricaine notamment au Nord de Paoua et Markounda ainsi qu'aux exactions commises sur les populations civiles, un afflux de réfugiés centrafricains a été enregistré au sud du Tchad spécifiquement dans la région du Logone Oriental. Environ 20 000 réfugiés sont arrivés au Tchad au mois de mars et les arrivées ont continué par vague successives. La situation sécuritaire demeure instable et imprévisible au nord de la RCA (particulièrement dans la région d'Ouham Pende) et le nombre de réfugiés risque d'augmenter, mais aussi, leur présence au Tchad pourrait se prolonger en raison de la récurrence des combats.

Ces réfugiés sont arrivés au Tchad traumatisés et dans des conditions difficiles en raison de la violence des combats et 66% sont des enfants. Parmi les 34% d'adultes on dénombre 55% de femmes et 45% d'hommes.

A leur arrivée, les réfugiés se sont spontanément installés dans quelques 44 villages à proximité de la frontière. Pour plusieurs d'entre eux, cette décision est motivée par le fait qu'ils ont des parents et alliés dans ces localités. Toutefois, il convient de noter que la présence de ces réfugiés dans les villages pèse sur les populations autochtones qui se voient obligées de partager leurs vivres et leurs infrastructures déjà insuffisantes après une campagne agricole mauvaise. Cette situation a certainement eu un impact sur l'accès aux services sociaux de bases tels que la santé, l'éducation et l'accès à l'eau. Le screening des enfants a révélé plusieurs cas de malnutrition aigüe et modérée.

Les premières évaluations effectuées par le HCR et les partenaires révèlent que les réfugiés sont logés dans des conditions très peu commodes. Certains réfugiés arrivent et s'installent spontanément dans des villages d'accueil qui sont déjà confrontés à une situation alimentaire précaire aussi bien pour les réfugiés que les communautés hôtes. Par ailleurs, cette cohabitation de grande proximité engendre des problèmes à savoir les violences basées sur le sexe. Les évaluations ont également relevé le manque de nourriture pour les réfugiés qui sont arrivés sans rien emporter, mais également pour les populations hôtes qui ont dû partager le peu de vivres dont elles disposaient et qui n'arrivent plus à assurer leur alimentation. La sécurité alimentaire est particulièrement préoccupante requérant un appui agricole d'urgence (intrants, semences...) sur les prochains mois au risque, sans cet appui, de devoir recourir à de l'assistance alimentaire classique pendant les prochains mois. En effet, aux déficits céréaliers s'ajoutent une flambée des prix qui affectent particulièrement les populations hôtes.

Les difficultés d'accès à l'eau potable ont été rapportées dans toutes les zones d'accueil des réfugiés en raison de l'absence d'infrastructures d'eau et du manque de produit pour traiter les eaux impropres actuellement consommées par les réfugiés et les communautés hôtes. Ce qui rend vulnérables aux risques sanitaires comme la diarrhée. Les zones d'accueil manquent d'infrastructures scolaires pour les populations locales et l'arrivée des réfugiés risque d'accentuer ces problèmes car la majorité des enfants avaient déjà commencé l'école en République Centrafricaine. Si rien n'est donc fait, ils perdront l'année scolaire puisque les effectifs pléthoriques dans des bâtiments vétustes avec peu d'enseignants ne permettent pas d'accueillir de nouveaux arrivés. Plusieurs cas d'enfants séparés et non accompagnés sont également rapportés et nécessitent une attention particulière. L'évaluation conduite dans 35 villages ayant accueilli des réfugiés sur 3 différents axes a permis d'identifier les besoins énormes pour la construction de 61 nouveaux forages dont 59 dans les villages et 2 dans le camp de Doholo. De même, il ressort un besoin de réhabilitation de 24 forages et de construction de 2784 latrines dont 2576 latrines dans les villages et 208 latrines dans le camp de Doholo.

Plusieurs villages manquent de centres santé et quand ils existent, ils ne sont pas fonctionnels et souvent les populations n'y ont pas accès en raison des frais. Cette situation est préoccupante pour les réfugiés et les populations locales en raison des risques d'épidémie de choléra et de l'absence de possibilité de traitements des cas de maladie grave. Bien que la cohabitation avec les populations d'accueil semble pour l'instant bonne, des tensions ont été rapportées entre certaines populations et les réfugiés nomades venus avec leur bétail en raison de la destruction des champs. Le District de Santé de Bessao a été créé mais non fonctionnel. On y dénombre au total 16 Centres de Santé, avec une population de 20 829 habitants. Il existe un centre de santé urbain à Bessao avec deux bâtiments qui sont vétustes. Les besoins en réhabilitation et en approvisionnement de ces infrastructures et l'équipement de ce centre sont une priorité. En outre, le transport des malades vers les centres de santé est difficile. L'ambulance du Centre de Santé est fonctionnelle mais ne dispose pas de chauffeur.

Il a été convenu aussi que l'installation des réfugiés à proximité de la frontière présente de nombreux risques en matière de protection (tenant compte de la présence de groupes armés à l'extrême nord du pays d'origine). Ainsi, il a été décidé avec les autorités locales de relocaliser les réfugiés qui présentent ce risque dans d'autres villages d'accueil notamment dans les sous-préfectures de Bessao et Dohiti à travers la stratégie d'intervention basée sur l'approche « hors camp », en vue de faciliter l'intégration et l'autonomisation des réfugiés dès la phase des urgences.

### **3. ZONES CIBLÉES ET ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITÉS**

Suite au compte rendu de la mission conjointe HCR et plusieurs partenaires à la suite de l'arrivée des nouveaux réfugiés, l'Equipe Humanitaire Pays a recommandé en février 2018, l'élaboration d'un plan global de réponse à cette crise incluant les réfugiés et les communautés hôtes afin de coordonner efficacement la réponse à 30 000 réfugiés (20 000 déjà sur place + 10 000 potentiels en raison de l'insécurité en RCA) et de 35 000 membres des populations hôtes (sur la base des informations reçues des bureaux UNHCR et OCHA du côté RCA où la situation sécuritaire restait encore volatile et incertaine pouvant vraisemblablement provoquer de nouveaux afflux de populations). Ce travail a été renforcé par les résultats des évaluations

faites entre janvier et mars 2018 par les acteurs dans différents secteurs afin d'estimer l'impact de cette crise sur les populations et d'identifier les priorités pour la réponse.

Sur base de ce plan global, un travail de priorisation a été fait avec les agences, les partenaires et discuté à l'ICC pour identifier les interventions prioritaires de type lifesaving répondant aux critères du CERF et également la désignation des agences pour la préparation des propositions de projet. Les résultats de ce travail ont été présentés à la HCT pour discussion et validation.

Il faut souligner que la HCT a clairement recommandé de privilégier la stratégie hors camps et d'inclure les communautés hôtes des localités affectées pour la réponse afin de consolider la cohésion sociale entre les populations locales et les nouveaux arrivants.

L'objectif de cette requête CERF était de fournir une assistance multisectorielle d'urgence à 20 000 réfugiés nouvellement arrivés et améliorer l'accès aux services sociaux de base prioritaires aux 25 000 populations hôtes vulnérables. Le CERF va donc cibler 25 000 sur 35 000 soit 72% population hôte. En raison de la multitude des zones affectées, en raison de la volatilité de la situation en RCA et de la nécessité d'inclure les communautés hôtes pour une meilleure cohésion sociale avec les réfugiés, les activités se mettront en place en adéquation avec ces défis majeurs et dans le temps. Les secteurs prioritaires considérés pour cette allocation sont l'assistance alimentaire, la santé/nutrition, le WASH, le multi-secteurs, l'éducation et la protection. Les interventions CERF se focaliseront sur les réfugiés déjà enregistrés mais resteront flexibles pour inclure d'éventuels nouveaux arrivés. Les priorités sont celles incluses dans le plan de réponse global pour la réponse à cette crise sur base des interventions présentant un caractère urgent pour répondre à des besoins vitaux.

#### **4. Résultats du financement CERF**

Le CERF a alloué un montant global de US\$ 6,765,609 au Tchad à travers la fenêtre d'urgence rapide pour répondre aux conséquences humanitaires de l'arrivée soudaine des réfugiés de la RCA au Sud du Tchad. Ce financement permis de fournir une assistance vitale à près de 48 612 personnes dont 21 688 réfugiés et 26 924 de la population hôte.

Grâce au CERF, les agences des Nations Unies et leurs partenaires de mise en œuvre ont apporté une réponse multisectorielle à 21 688 réfugiés et 26 924 personnes dans les villages d'accueil et camps ; une assistance alimentaire et appui à la production agricole à 46,523 personnes (réfugiés et population hôtes) à travers des transferts monétaires ; l'accès à l'éducation de 5 690 enfants ; l'accès à l'eau potable pour 16 571 personnes ; la fourniture des soins sanitaires et autres services de santé à 45 000 personnes ; l'assistance en protection de 11,464 personnes ; la prise en charge nutritionnelle de 10 791 personnes y compris les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et femmes allaitantes). Le CERF a également permis à UNHAS d'accroître ses rotations vers le Sud avec l'inclusion de Moissala comme nouvelle destination.

L'assistance alimentaire et l'appui à la production agricole a bénéficié à 46,523 personnes dont (parmi lesquels 19 559 réfugiés et 26 924 population) à travers transferts monétaires correspondant à une demi ration pendant 105 jours. Également 20166 ménages ont bénéficié de kits agricoles comprenant des semences et outils (1 083 ménage) et des kits d'élevage (1 083 ménages) permettant à 80 % des ménages d'améliorer leur rendement agricole et 100% des ménages ont pu maintenir leur noyau d'élevage.

Une assistance multisectorielle a été fournie à 21,688 nouveaux réfugiés et près de 25,000 personnes des populations hôtes dans zones autour de Moissala, Békani Goré et Maro. Cette réponse a permis de fournir des abris d'urgences ou semi-durables à un total de 5,089 ménages et des kits d'articles ménagers essentiels à 5,402 ménages. 13,500 personnes ont pu avoir accès à l'eau potable avec 16 litres/jour/personne à travers la construction ou la réhabilitation de 64 forages. 9 920 personnes ont été dotées de latrines améliorant leur condition d'assainissement et d'hygiène. 1000 personnes avec des besoins spécifiques ont reçu une prise en charge médicale et psychosociale. Le CERF a également permis d'organiser 256 cas de référencement sur les 11 540 consultations (dont 2 813 nouvelles consultations) rendus possibles. Les interventions ont également permis de

scolariser 4000 enfants réfugiés. Enfin 1649 enfants sévèrement malnutris ont été traités et plus de 126 séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre ont été menées ayant permis la prise en charge de 305 cas identifiés et documentés.

Pour la réponse en éducation, les interventions ont permis la scolarisation de 5 690 enfants et le maintien de 41 enseignants à travers le paiement de leurs subsides et la distribution de kits scolaires. Les conditions d'apprentissage de 2 940 élèves ont été améliorées à travers la construction de 49 espaces temporaires d'apprentissage.

Au niveau du WASH, 16,571 (10,187 réfugiés et 6,384 population hôte) ont eu accès à l'eau potable en quantité suffisante et 10,746 personnes (3,084 hommes, 4,045 femmes et 3,617 enfants) ont été sensibilisées sur les divers thèmes en matière d'hygiène et d'assainissement, notamment, le lavage des mains, le traitement de l'eau et l'entretien des latrines. En outre, 4 552 personnes (2 802 réfugiés et 1750 populations hôtes) ont accès aux latrines nouvellement construites et utilisent les infrastructures d'hygiène et d'assainissement selon les normes et standards.

Au niveau de la protection, 9,964 enfants (dont 5,587 filles) ont eu accès aux services de protection incluant une prise en charge multisectorielle pour les victimes d'incidents de protection et ont bénéficié d'un appui psychosocial et de l'assistance dans le cadre d'une séparation familiale. En outre 99 enfants non accompagnés ou séparés (ENA/ES) ont été identifiés et documentés dont 11 enfants non-accompagnés et 2 enfants séparés ont pu être réunifiés ; 360 victimes de VGB ont été prises en charge sur le plan psycho-social et 19,549 personnes sensibilisées sur le VGB. Trois (3) Espaces conviviaux ont été installés pour assurer le counseling et le référencement des femmes, adolescentes et jeunes filles et dont les services ont bénéficié à 5 279 personnes. Enfin 1500 femmes, adolescentes et filles ont reçu des kits de dignité.

Au niveau de la santé, 45 000 personnes dont 20,000 réfugiés et 25,000 populations hôtes ont bénéficié d'une prise en charge médicale grâce à l'approvisionnement en médicaments de 8 centres de santé et 2 hôpitaux. Également 24,308 enfants ont été vaccinés contre la rougeole et parmi lesquels 20 099 ont reçus des vaccins contre la méningite. La réponse a aussi permis d'assister 2411 accouchements réduisant ainsi les risques de mortalité à l'accouchement. En outre 60 182 personnes dont 24 568 hommes, 34 600 femmes et 1024 femmes enceintes ont été sensibilisées sur les questions liées à la sexualité et à la santé de reproduction. En outre 3 centres d'écoute et d'orientation ont été mis en place et qui a permis de sensibiliser 19 312 jeunes et adolescents sur les problématiques de sexualité et de reproductivité dont 2 318 ont été pris en charge.

Au niveau de nutrition, 700 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et 2 858 (1 345 garçons et 1 513 filles) cas de malnutrition aigüe modérée ont été pris en charge et traités grâce aux campagnes de dépistage, au renforcement des capacités de 45 agents de la santé sur la prise en charge nutritionnelles et à l'ouverture de 7 nouvelles unités nutritionnelles ambulatoires approvisionnées régulièrement en intrants nutritionnels. En outre, 3 269 (enfants 1 838 filles et 1 431 garçons) et 1 757 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle pendant 3 mois.

Pour renforcer l'accès et la réponse à cette crise, UNHAS a augmenté le nombre de vols entre N'Djamena et Moundou à deux fois par semaine et à Sarh une fois par semaine. Un site supplémentaire à Moissala, dans le sud du pays, a été ouvert pour permettre de répondre à l'afflux de réfugiés dans ces zones. UNHAS a pu transporter en moyenne par mois 602 passagers et 1,73 mt de fret pour l'assistance humanitaire.

## **5. Personnes ayant reçu de l'assistance**

Le financement du CERF a permis d'assister 48 612 personnes (incluant 21 688 réfugiés et 26 924 de la population hôte) soit 108 % de la cible initiale (45 000).

Le nombre global de personnes atteintes a été calculé en prenant le chiffre le plus élevé dans chaque catégorie de bénéficiaire selon le sexe, l'âge et le statut (réfugiés, population hôte). Cela a permis de réduire les risques de duplication avec la présomption que plusieurs activités ont lieu dans les mêmes zones géographiques et souvent avec les mêmes bénéficiaires.

**18-RR-TCD-29154 TABLEAU 4 : PERSONNES AFFECTÉES ET BÉNÉFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR**

Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
Education - Education	2 292	1	2 293	3 398	40	3 438	5 690	41	5 731
Food Security - Agriculture	12,825	11,574	<b>24,399</b>	11,858	10,266	<b>22,124</b>	24,683	21,840	<b>46,523</b>
Food Security - Food Aid	12,825	11,574	<b>24,399</b>	11,858	10,266	<b>22,124</b>	24,683	21,840	<b>46,523</b>
Health - Health	13,082	9,868	<b>22,950</b>	12,569	9,481	<b>22,050</b>	25,651	19,349	<b>45,000</b>
Multi Sector - Multi-sector refugee assistance	12,451	12,542	<b>24,993</b>	11,627	10,068	<b>21,695</b>	24,078	22,610	<b>46,688</b>
Nutrition - Nutrition	1,757	5,925	<b>7,682</b>	333	<b>2,776</b>	<b>3,109</b>	2,090	8,701	<b>10,791</b>
Protection - Protection	5,587	1,352	<b>6,939</b>	4,377	148	<b>4,525</b>	9,964	1,500	<b>11,464</b>
WASH - Water, Sanitation and Hygiene	4,876	3,120	7,996	5,311	3,264	8,575	10,187	6,384	16,571

<sup>1</sup> Meilleure estimation du nombre de personnes (filles, femmes, garçons et hommes) directement soutenus grâce à un financement du CERF par cluster / secteur.

**18-RR-TCD-29154 TABLEAU 5 : NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF<sup>2</sup>**

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	13,082	12,178	<b>25,260</b>	12,569	7,171	<b>19,740</b>	25,651	19,349	<b>45,000</b>
<b>Atteints</b>	13 082	12 542	<b>25 624</b>	12 569	10 419	<b>22,988</b>	25 651	22 961	<b>48 612</b>

<sup>2</sup> Meilleure estimation du nombre de personnes (filles, femmes, garçons et hommes) directement soutenus grâce à un financement du CERF par cluster / secteur. Si possible, excluez des chevauchements considérables et du double comptage entre les secteurs.

**18-RR-TCD-29154 TABLEAU 6 : PROFIL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF<sup>2</sup>**

Catégorie	Nombre de Bénéficiaires (prévu)	Nombre de Bénéficiaires (atteint)
Réfugiés	20,000	21,688
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		0
Population d'accueil	25,000	26,924
Autres personnes touchées		0
<b>Total (identique au total figurant du tableau 5)</b>	<b>45,000</b>	<b>48,612</b>



## 6. VALEUR AJOUTÉE DU FINANCEMENT CERF

a) **Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?**

OUI  EN PARTIE  NON

Le financement a permis de fournir une réponse rapide aux enfants affectés par la crise notamment ceux atteints de malnutrition aiguë et les enfants non accompagnés ou séparés de leurs familles. L'identification, la documentation et le processus de réunification de ces enfants s'est mis en place dès l'approbation du projet par le CERF ainsi que l'appui psycho social vu le traumatisme subi par ces enfants. Également la prise en charge des enfants malnutris s'est mis en place immédiatement sur base des cas du screening effectué lors des missions d'évaluation. Les stocks d'intrants nutritionnels existant ont été utilisés en attendant l'approvisionnement avec les fonds CERF. Pour l'assistance alimentaire, le PAM a su activer rapidement le processus de transfert grâce à son dispositif déjà en place au sud.

b) **Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents<sup>1</sup>?**

OUI  EN PARTIE  NON

Le financement du CERF a été alloué aux interventions prioritaires en faveur des personnes les plus vulnérables incluant les nouveaux réfugiés et quelques personnes des village d'accueils prioritaires identifiés. Ce travail a été consolidé dans un plan de réponse global qui a servi de base pour identifier les besoins les plus urgents pour les CERF.

c) **Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements ?**

OUI  EN PARTIE  NON

Le CERF a servi de levier pour mobiliser des fonds additionnels notamment d'ECHO, de la coopération française, du programme Education Can not Wait et également des fonds propres de plusieurs agences comme l'UNICEF et l'UNFPA. En effet le plan de réponse global a servi de base pour le positionnement des autres bailleurs en complément du CERF.

d) **Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?**

OUI  EN PARTIE  NON

La mise en œuvre des interventions dans le cadre de cette allocation a permis de renforcer la coordination entre tous les partenaires dans la perspective de l'approche intégrée et de la prise en compte des communautés hôtes recommandées par l'équipe humanitaire Pays (HCT). A titre d'exemple, les interventions WASH dans les espèces amis d'enfants, les écoles et les unités de traitement de la malnutrition sont des exemples de ce renforcement de coordination entre les acteurs et entre les sous clusters. En outre, Ce CERF a permis de redynamiser le groupe de travail sur la protection et de renforcer la coordination et la collaboration entre les acteurs et les autorités locales fortement impliqués dans la réponse.

e) **Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF**

La réponse humanitaire par le CERF a permis de consolider l'approche hors camp dans le cadre de réponse au réfugiés permettant ainsi de tirer les leçons afin d'améliorer la mise en d'une telle approche dans des situations similaires.

---

<sup>1</sup> Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

## 7. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

TABLEAU 7 : OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>	
Enseignements tirés	Suggestions de suivi/Amélioration
Les orientations des points focaux CERF des agences au siège à leurs homologues au niveau ne sont pas toujours en lien avec les orientations du CERF.	Faire des sessions de sensibilisation/formation sur les procédures et modalités du CERF aux points focaux CERF des agences au siège pour mieux guider et orienter leur collègues au niveau pays sur les discussions stratégiques.
La flexibilité du CERF pour des approches innovatrices (Cash à usage multiples, stratégie hors camps, inclusion systématique des population hôtes vulnérables dans le ciblage, etc.) est très appréciée de l'Equipe Humanitaire Pays et des partenaires.	Continuer à soutenir l'utilisation du CERF pour des approches innovatrice en lien avec la nouvelle façon de travailler (NWOW)

TABLEAU 8 : OBSERVATIONS POUR L' <u>ÉQUIPE DE PAYS</u>		
Enseignements tirés	Suggestions et recommandations	Entité responsable
La réponse a permis de mettre en exergue la nécessité de renforcer l'approche de réponse intégrée au début de la crise dans la perspective de solutions durables pour les cas de déplacement de population.	Dans la perspective du renforcement du nexus Humanitaire, Développement et Paix, il est essentiel de consulter les acteurs de développement dans le processus de priorisation afin d'identifier les interventions durables à engager concomitamment avec celles de life saving financées par le CERF.	HCT, ICC, Clusters, Agences UN
La prise en compte des populations hôtes dans le ciblage dans la réponse d'urgence liés aux déplacements est un facteur qui renforce la cohésion sociale avec les réfugiés et facilite leur insertion sociale.	Inclure systématiquement les communauté hôte les plus vulnérables dans la réponse d'urgence liée aux déplacements	HCT, ICC, Agences, partenaires
L'inclusion de façon régulière d'un point sur la réponse à la crise sur l'agenda de la HCT a permis de faire un suivi regulier des progrès et des défis afin de prendre des actions d'ajustement ou de corrections à temps.	Inclure régulièrement un point de discussion sur l'agenda de l'ICC et de la HCT pour discuter des progrès et défis ainsi que définir des actions d'ajustement ou de correction de la réponse. Cela permettra de renforcer le suivi et d'être alerter à temps sur des blocages éventuels.  Impliquer d'avantage les coordonnateurs de clusters dans le suivi et le reportant des projets	HCT, ICC,
Le processus de contractualisation entre les agences des Nations Unies et certains partenaires de mise en œuvre a pris du temps et n'a pas permis à certaines activités de démarrer dans les délais. Cela résulte du fait que ces partenaires n'avaient pas été impliqués dans la consultation lors de la phase de conception du projet.	Les agences des Nations Unies doivent impliquer d'avantage les potentiels partenaires de mise en œuvre au début des discussions sur le contenu du projet afin de s'accorder sur les activités et les modalités applicables.	Agences des Nations Unies, partenaires de mise en œuvre, Coordonnateurs de clusters.

<p>Malgré les longs délais accordés aux agences pour la soumission des rapports, certains ne parviennent pas dans les délais et retardant ainsi la compilation du rapport final pour le Coordonnateur Humanitaire.</p>	<p>Impliquer d'avantage la responsabilité des chefs d'agences et des coordonnateurs de clusters dans le reporting du projet concernant leurs agences.</p>	<p>HC, Chefs d'agences des Nations Unies, ICC, Coordonnateurs de clusters.</p>
--	---	--

## PARTIE II

### RESULTATS DES PROJETS

#### a. Rapport du Projet 18-RR-FAO-012,18-RR-WFP-026 - FAO, WFP

1. CERF information du projet			
1. Agence:	FAO WFP	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Food Security - Food Aid (WFP) Food Security – Agriculture (FAO)	4. Code du projet CERF:	18-RR-FAO-012 18-RR-WFP-026
5. Titre du projet:	Projet d'urgence de sécurité alimentaire et de protection des moyens d'existence des populations réfugiées et hôtes dans le sud du Tchad.		
6.a Date de début de mise en œuvre :	08/03/2018 (FAO) 08/03/2018 (WFP)	6.b Date de fin de mise en œuvre :	07/09/2018 (FAO) 07/09/2018 (WFP)
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	---
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé (Si Non, veuillez préciser dans la section 12)	
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 8 582 387
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 2,819,814
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 2,019,814
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		<b>US\$ 157,772</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		<p style="text-align: right;">US\$ 0</p> <p style="text-align: right;">US\$ 0</p> <p style="text-align: right;">US\$ 157,772</p> <p style="text-align: right;">US\$ 0</p>

#### 2. Résultats Obtenus

Grace au financement reçu dans le cadre de l'enveloppe « Réponse Rapide », le PAM a atteint 19 599 réfugiés nouvellement arrivés de la RCA ainsi que 26 924 membres de la communauté hôte les hébergeant. Les bénéficiaires ont reçu un appui à hauteur de 50% de leur besoin calorique recommandé internationalement. La valeur de transferts a permis de couvrir 105 jours (soit 3.5 mois) entre avril et mi-juillet 2018. D'autres sources de financement ont contribué au maintien de l'assistance au-delà de la durée du projet.

La FAO a soutenu un total de 2 166 ménages, soit environ 13.000 personnes, répartis dans 46 villages de la région du Logone Oriental ont reçu un kit d'intrants agricoles (semences) d'une valeur de 17 USD à 1 083 ménages (6 498 personnes) et un kit de noyau de petits

ruminants d'une valeur de 251 USD à 1 083 ménages (6 498 personnes). Un cash transfert non conditionnel de 100 USD pour les 2 166 ménages (13 000 personnes)

Les activités d'identification des bénéficiaires, de mise en place et de distributions des intrants, l'encadrement technique et le suivi des activités ont été réalisées par le partenaire de mise en œuvre, l'ONG APIDO. Au total, les 2 166 ménages bénéficiaires ont été ciblés repartis de façon suivante : 422 au canton Kaba Roangar, 1410 au canton Bekan et 334 au canton Oudoumian.

### 3. Modifications

À la suite de l'afflux de nouveaux réfugiés de la RCA, le PAM a fourni un appui d'urgence à ces populations vulnérables et aux membres de la communauté local hébergeant les nouveaux arrivants. Le ciblage a révélé qu'au sein des villages hôtes, un plus grand nombre de Tchadiens sont affectés. Ils ont dû partager leurs maigres ressources avec les réfugiés ce qui a augmenté leur niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Pour répondre à cette situation, le PAM a ciblé plus de personnes que prévues. Au même temps, d'autres sources de financement ont permis l'assistance aux réfugiés qui au fur et à mesure du projet ont été enregistré par le HCR.

### 4. Personnes atteintes

#### 4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévu</b>	12,405	11,195	<b>23,600</b>	11,470	9,930	<b>21,400</b>	23,875	21,125	<b>45,000</b>
<b>Atteint</b>	12,825	11,574	<b>24,399</b>	11,858	10,266	<b>22,124</b>	24,683	21,840	<b>46,523</b>

#### 4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF

Catégorie	Nombre de bénéficiaires (prévu)	Nombre de bénéficiaires (atteint)
Réfugiés	20,000	19,599
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		0
Population d'accueil	25,000	26,924
Autres personnes touchées		0
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>45,000</b>	<b>46,523</b>

*En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plaît*

Le processus du ciblage a noté une plus grande vulnérabilité chez les populations hôtes ce qui a entraîné une revue à la hausse du nombre de personnes assistées au sein de cette catégorie.  
Concernant les activités de la FAO, les quantités de semences pluviales distribuées de noyau de petits ruminants et du cash transfert inconditionnel dans le cadre de ce projet ont respecté la planification. Quelques intrants supplémentaires ont été distribués notamment le kit des outils aratoires (pelles, pioches, râteau), semences maraîchères et un supplément de bloc nutritionnel pour complément d'aliment.

## 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Améliorer la sécurité alimentaire des ménages réfugiés et hôtes via une assistance alimentaire immédiate et le renforcement de leurs moyens d'existence
---------------------------	---

<b>Résultat 1</b>	Consommation alimentaire améliorée pour les 20 000 nouveaux réfugiés centrafricains			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de bénéficiaires (réfugiés) assistés	20 000	19,559	Rapport de distribution mensuel
Indicateur 1.2	Montant des transferts monétaires (valeur des bons d'achat en papier/ d'espèces en USD)	407 075	US\$ 385,855	Rapport de distribution mensuel
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Suivant l'enregistrement de réfugiés effectué par le HCR, le PAM les assiste avec une ration alimentaire. Le projet de CERF ciblait 20 000 personnes (indicateur 1.1) mais le délai dans l'enregistrement et la disponibilité d'autres ressources ont contribué à soutenir 19 559 nouveaux réfugiés. Au total, sur les 407 075 dollars US prévu pour les montants de transferts monétaires (indicateur 1.2), le PAM a distribué 385 855 dollars US. Ce montant a permis d'assister les 19 559 personnes pendant 105 jours avec une demi-ration. La balance a été utilisé pour appuyer les populations hôtes démunies qui ont été plus nombreuses que prévus.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mis en œuvre par</b>		
Activité 1.1	Distributions des bons d'achats/ d'espèces aux bénéficiaires	PAM et partenaires financiers (Express Union)		
Activité 1.2	Suivi/Evaluation des activités (PDM)	PAM / Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		

<b>Résultat 2</b>	Consommation alimentaire améliorée pour les 25 000 membres des communautés hôtes accueillant les nouveaux réfugiés			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre de bénéficiaires (population hôte) assistés	25 000	26,924	Rapport de distribution mensuel
Indicateur 2.2	Montant des transferts monétaires (valeur des bons d'achat en papier/ d'espèces en USD)	508 750	US\$ 530,062	Rapport de distribution mensuel
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Beaucoup de ménages réfugiés se sont retrouvés dans les villages hôtes à la recherche de logement et nourriture. Les ménages pauvres et très pauvres issues de la communauté locale ont dû partager leurs maigres ressources avec les nouvellement déplacés. Le projet prévoyait d'appuyer quelques 25 000 personnes des ménages tchadiens (indicateur 2.1) pendant 3.5 mois. Etant donné l'ampleur et le dynamisme de la crise, le PAM a dû inclure plus de ménages hôtes ont été affecté que cela n'a été prévu initialement. Au total, 26 924 personnes ont reçu des demi-rations pendant 105 jours. Cela se traduit par une valeur de transferts de 530 062 dollars US (indicateur 2.2).		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 2.1	Distributions des bons d'achats/ d'espèces aux bénéficiaires	PAM et partenaires financiers (Express Union)		
Activité 2.2	Suivi/Evaluation des activités (PDM)	PAM/ Secours catholique de Développement (SECADEV) / Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)		

<b>Résultat 3</b>	6 500 personnes bénéficient de semences de qualité pour la saison pluviale			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 3.1	Nombre de ménages ayant bénéficié de semences pour la saison pluviale	6 500 personnes	6 498 personnes	Rapport de distribution
Indicateur 3.2	Pourcentage de ménages ayant récolté une production conforme aux rendements attendus des cultures	75%	80%	Rapport de distribution
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>Sur les 2 166 ménages bénéficiaires du projet, 1 083 ont bénéficié du kit agricole (6 498 personnes), d'une valeur de 17 USD à 1 083 ménage.</p> <p>Pour le volet agricole, les 1083 ménages ont reçu chacun un kit composé de 20 kg de semences de maïs, 5 kg de niébé et 25 g de gombo. Au total le projet a distribué les intrants ci-après cités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 27 kg de semences de gombo pluvial</li> <li>- 5.415 kg de semences de niébé</li> <li>- 21.660 kg de semences de maïs</li> <li>- 1.803 kits de petits ruminants vaccinés et déparasités (3 chèvres et 1 bouc)</li> <li>- 55.233 kg d'aliments de bétail pour l'élevage des petits ruminants</li> <li>- 6 498 outils aratoires (pelle, râteau et pioche) pour le maraîchage ;</li> <li>- 378 kg de semences maraîchères confondues (Tomate, Gombo, Carotte, Oignon, Piment, Chou, Poivron)</li> </ul> <p>Ces quantités de semences distribuées ont permis d'ensemencer une superficie totale en culture pluviale de 1922, 75 ha dont 617, 8 ha de maïs, 841, 9 de niébé et 463,1 de gombo. La contre saison maraîchère en cours permettra d'ensemencer environ 18 hectares de toutes cultures confondues.</p> <p>Les rendements attendus pour chaque spéculation sont de 800 kg/ha pour le maïs, 200 kg/ha pour le niébé et 7 000 kg/ha pour le gombo. Ainsi, les productions estimées sur les différentes spéculations seraient : 494 240 kg pour le maïs, 168 380 kg pour le niébé et 3 241 700 kg pour le gombo. Pour le maraîchage en cours les quantités estimatives à la récolte seront connues mi-janvier 2019.</p>		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 3.1	Identification et enregistrement des bénéficiaires	FAO et Partenaires (Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO))		
Activité 3.2	Achat des semences	FAO		
Activité 3.3	Distribution des semences	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (APIDO) et Tigo		
Activité 3.4	Suivi post distribution	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (APIDO) et Tigo		
Activité 3.5	Sessions de bonnes pratiques agricoles	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (APIDO) et Tigo		

<b>Résultat 4</b>	6 500 personnes bénéficient d'un Noyau de petits ruminants			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 4.1	Nombre de ménages ayant bénéficié d'un Noyau de petits ruminant	6 500 ménages	6 498 ménages	Rapport de distribution
Indicateur 4.2	Nombre de ménages ayant maintenu au moins le Noyau initial à la fin du projet	6 500 ménages	6 498 ménages	Rapport de distribution
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	<p>Sur les 2166 ménages bénéficiaires du projet, 1 083 ont bénéficié d'un kit destiné pour le kit élevage (6 498 personnes). Pour le volet élevage, au total 1 364 chèvres ont été réceptionnées par 341 bénéficiaires pour les 3 cantons.</p> <p>Malgré les difficultés liées aux opérations de distribution de petits ruminants marqué par un important décès des animaux pendant la mise en quarantaine, le projet a eu un succès important.</p>			
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 4.1	Identification et enregistrement des bénéficiaires	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)		
Activité 4.2	Achat des intrants d'élevage (petits ruminants, vaccins, produits anti parasitaires et aliments du bétail)	FAO		
Activité 4.3	Distribution des petits ruminants vaccinés et déparasités	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)		
Activité 4.4	Distribution de l'aliment du bétail de démarrage	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)		
Activité 4.5	Suivi post distribution	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)		
Activité 4.6	Session de conseils sur les bonnes pratiques de petit élevage de petits ruminants	Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (APIDO) et Expertise FAO		
<b>Résultat 5</b>	13 000 personnes bénéficient d'un transfert monétaire Non conditionnel Non restrictif			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 5.1	Nombre de ménages ayant bénéficié du transfert monétaire	13 000 personnes	13 000 personnes	Rapport de distribution mensuel
Indicateur 5.2	Nombre de ménages ayant couvert leurs besoins de base avec le transfert monétaire	13 000 personnes	13 000 personnes	Rapport de distribution mensuel
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	<p>Pour le volet cash transfert inconditionnel, l'ensemble des 2166 ménages (13 000 personnes) ont reçu chacun 54 000 FCFA (environ 100 USD). Cet argent leur a permis d'acheter des produits alimentaires et non alimentaires et de se soigner.</p>			



		Le projet a eu deux catégories d'impact : un impact social avec le cash transfert qui a constitué un filet social et un impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence avec le volet agricole et élevage.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 5.1	Enregistrement des bénéficiaires	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)
Activité 5.2	Transfert du montant aux bénéficiaires	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)
Activité 5.3	Suivi post distribution	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)
Activité 5.4	Sessions de bonnes pratiques nutritionnelles	FAO, Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations (ONG APIDO)

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

Depuis la conception, les préoccupations et les besoins réels des populations bénéficiaires ont été pris en compte grâce une évaluation multisectorielle qui a précédé. Au démarrage du projet, des sensibilisations ont été faites auprès de toutes les parties prenantes afin d'avoir l'adhésion de toutes à la stratégie de mise en œuvre et à la compréhension des objets du projet.

### A) Phase de conception et planification de projet :

La protection et la redevabilité sont au centre de la programmation des actions du PAM Tchad. En effet, les bénéficiaires sont impliqués de manière systématique dans le développement du projet mais aussi la mise en œuvre des interventions. Dans la majorité des cas, le PAM utilise la méthodologie basée sur l'analyse économique pour déterminer la situation des ménages. Lors du profilage socio-économique des réfugiés, les ménages avaient la possibilité de faire appel de la décision et demander un reclassement.

### B) Phase de mise en œuvre :

Lors de la mise en œuvre de ce projet, les ménages participaient à la préparation des distributions et leurs déroulements à travers les comités de gestions établis sur les sites. Ce mécanisme permet de s'assurer que les personnes les plus vulnérables reçoivent les rations à temps et au niveau de leurs besoins. Les outils de suivi fournissent des éléments sur la perception, les préférences et les défis affrontés par les bénéficiaires.

En mai 2018, le PAM Tchad a lancé la phase pilote du mécanisme de plainte et recours et la ligne verte. La première phase comprend les activités de sensibilisation et se focalise sur les zones du sud. Une fois perfectionné, l'outil sera élargi à d'autres zones du pays. Aucun incident de protection n'a été rapporté lors du projet.

### C) Suivi et évaluation :

Une enquête de post-distribution sur l'assistance aux réfugiés et retournés a été menée en janvier 2018. Les bénéficiaires ont pu exprimer leur ressenti sur le ciblage, les modalités de distribution, la qualité des intrants, et l'impact du projet sur leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. De plus, une évaluation de l'ONG Ground Truth Solution a été réalisée au sud en juin 2018 pour connaître la perception des réfugiés et retournés sur l'appui du PAM.

## 7. Transferts monétaires

### 7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteint
Oui, une intervention de type transfert monétaire est un composant du projet CERF	Oui, une intervention de type transfert monétaire est un composant du projet CERF

**7.b** Veuillez préciser ci-dessous les paramètres de la/des modalité(s) de transfert monétaire. Si plus d'une modalité a été utilisée dans le projet, veuillez remplir des lignes séparées pour chaque modalité. Veuillez indiquer la valeur estimée de l'argent qui a été transféré aux personnes assistées par le biais de chaque modalité (meilleure estimation de la valeur de l'argent et / ou coupon, hors coûts de livraison associés). Veuillez-vous reporter au guide et aux exemples ci-dessus.

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
Vouchers	US\$ 915,917	spécifique à un secteur	Assistance inconditionnelle	Avec restriction
<i>Information supplémentaire (facultatif)</i>				
---				

**8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?**

<p>Une enquête de post-distribution sur l'assistance aux réfugiés et retournés a été menée en janvier 2018 et est régulièrement faite dans le cadre des distributions concernant le projet.</p> <p>La situation des ménages ayant accueilli des réfugiés, même si elle est pour l'instant moins dégradée que celles des réfugiés isolés, est également assez préoccupante. En effet, 85% des ménages du canton de Kaba-Roangar sont en insécurité alimentaire (2% de sévère) et ceci malgré le départ de la grande partie des réfugiés, relocalisés dans les camps de Dosseye et Doholo.</p> <p>Concernant les Résultats 3, 4 et 5, aucune évaluation concrète n'a été faite. Cependant, d'une part pour le cash inconditionnel quelques jours après la distribution des entretiens ont été tenus avec certains bénéficiaires du projet. Et d'autre part des missions de suivi post distribution de noyaux reproducteurs de petits ruminants et des semences pluviales ont été réalisées dans tous les villages d'implémentation du projet. Seules les cultures maraîchères n'ont pas été suivies durant la vis du projet. Elles sont encore en cours de production et l'équipe de proximité de la FAO suivra ces cultures.</p>	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

## b. Rapport du Projet 18-RR-HCR-015 – UNHCR

1. CERF information du projet			
1. Agence :	UNHCR	2. Pays :	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-Cluster - Multi-sector refugee assistance	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-HCR-015
5. Titre du projet :	Réponse d'urgence aux Nouveaux réfugiés de la République Centrafricaine et les communautés des villages hôtes affectés		
6.a Date de début de mise en œuvre :	19/02/2018	6.b Date de fin de mise en œuvre :	18/08/2018
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)		
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 10,870,746
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 2,141,563
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 2,141,563
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		<b>US\$ 1,547,844</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		US\$ 57,764 US\$ 1,490,080

2. Résultats Obtenus
<p>A travers ces fonds CERF, l'UNHCR et ses partenaires ont fourni une assistance multisectorielle à 21,688 nouveaux réfugiés et près de 25,000 personnes des populations hôtes dans le sud du Tchad, de janvier à août 2018, une période correspondant à de nouveaux afflux depuis la République Centrafricaine vers le Tchad à cause de violences. Ce projet s'est concentré sur les zones accueillant les nouveaux réfugiés autour de Moissala, Began Goré et Maro.</p> <p>Cette contribution CERF a soutenu la réponse globale d'urgence qui a permis de fournir des abris d'urgences ou semi-durables à un total de 5,089 ménages et des kits d'articles ménagers essentiels à 5,402 ménages. Au total, 64 forages ont été construits ou réhabilités, permettant de maintenir le ratio d'eau potable par personne par jour à 16 litres, et 9,920 latrines ont été construites. 100% des personnes à besoins spécifiques ont été prises en charge sur le plan médical et psychosocial et 3,945 personnes ont reçu une assistance matérielle. Les mécanismes de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre ont été mis en place et 100% des victimes identifiés prises en charge. En termes de santé, les interventions ont permis de faire baisser le taux de mortalité brut à 0,3 décès/1000/mois, un tiers de la cible. Enfin, 6,815 sont inscrits dans les quatre écoles des camps et 810 enfants dans les espaces amis d'enfants.</p>


### 3. Modifications

Le présent projet n'a pas connu de changement par rapport à la planification initiale. Les actions ont été menées conformément au plan de réponse d'urgence établi avec les partenaires et hormis quelques variations par rapport aux chiffres de planification, les circonstances n'ont pas changé.

Quelques résultats sont légèrement au-dessus ou en deçà des cibles initialement annoncées et la raison est expliquée dans le tableau des indicateurs.

### 4. Personnes atteintes

4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	11,904	12,178	<b>24,082</b>	11,109	9,809	<b>20,918</b>	23,013	21,987	<b>45,000</b>
<b>Atteint</b>	12,451	12,542	<b>24,993</b>	11,627	10,068	<b>21,695</b>	13,644	8,044	<b>46,688</b>

#### 4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF

Catégorie	Nombre de Bénéficiaires (Prévu)	Nombre de Bénéficiaires (atteint)
Réfugiés	20,000	21,688
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		
Population d'accueil	25,000	25,000
Autres personnes touchées		
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>45,000</b>	<b>46,688</b>

En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plaît :

La différence entre le nombre de bénéficiaires prévu (45,000) et atteint (46,688) est due au fait que le nombre de nouveaux réfugiés enregistrés a légèrement dépassé les prévisions. Il est à noter que les réfugiés ont bénéficié d'une assistance individuelle ou par ménage tandis que les populations hôtes ont bénéficié d'une assistance communautaire. En l'absence de base de données fiable, il est difficile d'obtenir avec exactitude la répartition par âge et sexe des populations hôtes. Les tableaux ci-dessus sont donc des estimations pour la population hôte.

## 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Fournir de la protection et l'assistance vitale aux 45,000 personnes affectées (20,000 réfugiés et 25,000 membres de la communauté hôte) par l'urgence au Sud pour améliorer leurs conditions de vie
---------------------------	--

<b>Résultat 1</b>	Des abris d'urgence pour 2,263 ménages sont construits et des kits AME (articles ménagères essentiels) sont fournis à 1,000 ménages.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de ménages ayant des abris d'urgence	2,263 ménages (11,315 personnes)	2,263	Listes de distribution
Indicateur 1.2	Nombre de ménages ayant reçus des AME	1,000 ménages (5,000 personnes)	1,000	Listes de distribution
Indicateur 1.3	Nombre de ménages ayant reçus des abris semi-durables à travers CBI	815 (4,075 personnes)	789 (3,945 personnes)	Listes de distribution

<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	<p>Au total, 4,300 ménages ont reçu des abris d'urgence (dont 2,263 dans le cadre de ce projet CERF) et 789 ménages ont reçu des appuis construire un abri semi-durable via un transfert monétaire (cash ou voucher). De plus, 5,402 ménages au total ont reçu des kits d'articles ménagers essentiels – dont les 1,000 prévus dans le cadre du projet CERF.</p> <p>Les cibles ont donc été atteintes, sauf pour le nombre d'abri semi-durable construits qui est légèrement inférieur au chiffre initialement prévu (789 au lieu de 815). Cela est dû à la non-finalisation par certains bénéficiaires de leur abri (montage des structures, finalisation de la toiture), qui était une condition pour recevoir la seconde partie du transfert.</p>
--	--

<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>
Activité 1.1	Construction de 2,263 abris d'urgence pour les réfugiés à Doholo et Dosseye	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 1.2	Construction de 890 abris d'urgence pour des réfugiés installés dans les villages d'accueil	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 1.3	Défrichage des zones d'installation des abris	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 1.4	Manutention et gardiennage	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 1.5	Distribution des AMEs aux Nouveaux ménages réfugiés	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)

<b>Résultat 2</b>	Les réfugiés et population hôtes ont accès à l'eau potable et vivent dans des conditions sanitaires et d'hygiène satisfaisantes			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre de forages construits	15	15	Rapports d'activités du partenaire et Procès-Verbal de réception
Indicateur 2.2	Nombre de forages réhabilités	12	12	Rapports d'activités du partenaire et Procès-Verbal de réception

Indicateur 2.3	13,500 Nombre de personnes bénéficiant de 20 l/p/j	13,500	13,500	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 2.4	Ratio en eau potable	20l/jour/personne	16l/jour/personne	Rapports d'activités du partenaire
Indicateur 2.5	Nombre des latrines construites	483	483	Rapports d'activités du partenaire et Procès-Verbal de réception
Indicateur 2.6	Nombre des personnes bénéficiant de latrines	9,660	9,660	Rapports d'activités du partenaire et Listes des bénéficiaires
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>Au total, 43 forages ont été construits et 21 réhabilités et 32,000 personnes bénéficiant de 20 litres d'eau potable par jour par personne. 764 latrines ont été construites, ce qui représente 15,280 personnes ayant désormais accès à des latrines.</p> <p>Toutes les cibles ont donc été atteintes mais des efforts sont encore nécessaires pour augmenter le nombre de litres disponibles par personne par jour afin d'arriver au standard de 20 litres au lieu de 16 litres actuellement.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Construction de 15 forages positifs (Doholo : 3 ; Dosseye : 3 ; villages d'accueil : 13)	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		
Activité 2.2	Réhabilitation de 12 forages dans les villages d'accueil	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		
Activité 2.3	Construction de 483 latrines dans les villages et camps	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		
Activité 2.4	Achat de kits d'assainissement	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		
Activité 2.5	Organisation des campagnes d'assainissement sur la promotion à l'hygiène et distribution des kits d'assainissement	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		

<b>Résultat 3</b>		Les PBS sont identifiés et assistés		
Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 3.1	Le Nombre de personnes à besoin spécifiques identifiées ayant reçu une assistance matérielle	1,000	1,000	[Listes de bénéficiaires]
Indicateur 3.2	% de personnes identifiées avec besoins médicaux sont pris en charge	100%	100%	[Registres de consultation]
Indicateur 3.3	% de personnes identifiées avec besoins psychosocial sont pris en charge	100%	100%	[Registres de consultation et rapports d'activités]
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>Au total, 3,945 personnes avec des besoins spécifiques ont reçu une assistance matérielle – dont 1,000 dans le cadre de ce projet CERF. 100% des besoins médicaux et psychosociaux ont été pris en charge.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Organiser des visites à domicile pour faciliter l'identification et sensibiliser la communauté pour leur prise en charge	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales (APFLT), Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		

Activité 3.2	Formation des auxiliaires nouvellement recrutés sur les catégories de PBS et méthodes de suivi	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales (APFLT)
Activité 3.3	Séances de counseling individuelles/groupes	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales (APFLT)
Activité 3.4	Mise en place des comités d'entraide dans les villages et renforcement dans les camps	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)

**Résultat 4** Les risques de VBG sont réduits et la qualité de réponse améliorée

Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 4.1	Nombre de cas identifié et documenté	1,000	305	[Rapport SGBV]
Indicateur 4.2	% de victimes identifiées prises en charge	100%	100%	[Rapport SGBV]
Indicateur 4.3	Nombre de séances de sensibilisation menées	12	12	[Rapport SGBV]

**Explication du résultat et de la variance des indicateurs :**

Au total, le nombre de cas de violences sexuelles et basées sur le genre identifié et documenté (305) a été largement en dessous de la cible initialement fixée (1,000). Cela n'est pas lié à une absence de cas de SGBV mais plutôt à un temps nécessaire pour établir des mécanismes et gagner la confiance des populations avant de voir le nombre de cas rapportés augmenter. Les mouvements de relocalisation des réfugiés de la frontière vers des sites plus sûrs ont compliqué à la fois le rapportage des cas, la mise en place de mécanismes de référencement et les campagnes de sensibilisation. Cela a pu être mis en place une fois les réfugiés installés. Au total, 126 séances de sensibilisation ont été menées – dont 12 dans le cadre de ce projet CERF. Les résultats cependant ne seront perceptibles qu'après une certaine période. De plus, le contexte culturel, notamment la loi du silence et une certaine impunité, n'encourage pas à dénoncer les SGBV.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Achat et distribution de AMEs – kits d'hygiène et kits de dignité	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 4.2	Organiser des visites à domicile pour faciliter l'identification et sensibiliser la communauté sur les prises en charge disponibles	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales (APFLT),
Activité 4.3	Assistance holistique pour des victimes de VBG	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales (APFLT), Association pour le Développement Economique et Social (ADES)

**Résultat 5** Améliorer l'accès aux services de santé primaires dans la population réfugiée et hôtes, particulièrement pour les enfants de moins de 5 ans

Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 5.1	Le taux de mortalité brut	<1,0 décès/1000/mois	0.3 décès/1000/mois	Registre, Rapports des partenaires et le système d'information sanitaire du HCR
Indicateur 5.2	Nombre de nouvelles consultations	2,813	2,813	Registre de consultation, Rapports des partenaires et le système

				d'information sanitaire du HCR
Indicateur 5.3	Nombre de cas de références financés	225	256	Registre des références, Rapport des partenaires et Système d'Information Sanitaire du HCR.
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Les cibles initialement fixées ont été atteintes. Au total, il y a eu 11,450 nouvelles consultations et 256 cas de références financés. Le chiffre très élevé de nouvelles consultations s'explique par une forte morbidité de la population (essentiellement paludisme et infections respiratoires) non seulement parmi les réfugiés nouvellement arrivés mais également parmi la population hôte. La gratuité des soins a provoqué une hausse des consultations de la part de la population hôte, longtemps restée sans accès à des soins de santé à cause de la barrière financière.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 5.1	Approvisionner en médicaments essentiels les centres de santé des camps	UNHCR		
Activité 5.2	Renforcer les cliniques mobiles avec du personnel qualifié	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		
Activité 5.3	Renforcer l'information, l'éducation et la communication pour le recours aux services à temps utiles par les réfugiés et populations hôtes autour des camps	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		

<b>Résultat 6</b>	La mortalité et la morbidité liées à la malnutrition sont réduites à travers un paquet intégré d'interventions curatives et préventives de nutrition			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 6.1	Nombre d'enfants traités pour la malnutrition aiguë sévère	2,182	1,649	Registre, rapport de partenaire et le système d'information sanitaire HCR
Indicateur 6.2	Nombre de structures sanitaires qui offrent des services de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère	11 (Dont 6 sites cliniques mobiles)	11	Vérification physique de la structure
Indicateur 6.3	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée admis dans des programmes ciblés de nutrition	4,500	3,712	Registre, rapport de partenaire et le système d'information sanitaire HCR
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et modéré traités a été inférieur à la cible initialement fixée. Cela est lié aux mouvements initiaux de relocalisation depuis la frontière vers des sites plus sûrs, ce qui a compliqué le dépistage et le traitement des enfants souffrant de malnutrition. L'éloignement de certains villages a également contribué à compliquer le dépistage. L'installation des réfugiés dans les sites et la création de cliniques mobiles vont améliorer le dépistage et le traitement des enfants souffrant de malnutrition. Ce financement CERF a contribué à la réponse d'urgence dans le sud qui a mobilisé d'autres ressources.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 6.1	Dépistage de la malnutrition dans les zones cibles	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)		



Activité 6.2	Prise en charge des bénéficiaires identifiés et/ou référencement dans les centres de santé ou dans les cliniques mobiles	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 6.3	Achat et distribution de suppléments nutritionnels pour les enfants de 6-23 mois	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)
Activité 6.4	Recrutement du personnel du personnel qualifié dans la prise en charge et référencement des cas de malnutrition, et dans la distribution de suppléments alimentaires et de monitoring.	Association pour le Développement Economique et Social (ADES)

<b>Résultat 7</b>	4,000 enfants réfugiés de quatre écoles ont accès à une éducation primaire inclusive et équitable dans un environnement sécurisé			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 7.1	Nombre d'enfants inscrit dans les 04 écoles des camps	4,000 (Dont 2,009 filles)	4,000	[Registre des écoles et listes de présence]
Indicateur 7.2	Nombre de campagnes de sensibilisation à l'éducation menées	4	[2]	[Rapport d'activités du partenaire]
Indicateur 7.3	Nombre de maitres communautaires sélectionnés, formés et recevant des subsides	33 (dont 09 femmes)	33	[Rapports de formation et état de paie des maîtres communautaires]
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Malgré les mouvements de relocalisation qui ont compliqué la scolarisation des enfants et les grèves qui impactent les écoles tchadiennes, les cibles ont été atteintes dans le domaine de l'éducation, sauf pour le nombre de campagne de sensibilisation. Seules deux ont été conduites durant la période. Le HCR et ses partenaires ont en effet préféré mettre l'accent sur deux campagnes de plus grande envergure pour sensibiliser sur l'importance de scolariser les enfants. Ce financement CERF a contribué à la réponse d'urgence dans le sud qui a mobilisé d'autres ressources. Au total, 6,815 enfants sont inscrits dans les quatre écoles des camps de réfugiés. 60 maîtres communautaires ont été sélectionnés et formés et reçoivent maintenant des subsides.			
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 7.1	Sensibiliser les communautés sur l'importance de l'éducation dont celle des filles et leur maintien à l'école avec l'implication de tous	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		
Activité 7.2	Recruter, former et payer les maitres communautaires	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		
Activité 7.3	Faire le suivi scolaire et organiser les journées pédagogiques	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		

<b>Résultat 8</b>	Les enfants de 3 à 5 ans reçoivent une protection à travers les 04 espaces amis d'enfants			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 8.1	Nombre d'enfants inscrit dans les espaces amis d'enfants	1,200	810	Registres et listes de présence des Espaces Amis d'Enfants (EAE)
Indicateur 8.2	Nombre de monitrices recrutées, formées et payées	02	8	Registres et listes de présence des Espaces Amis d'Enfants (EAE)

Indicateur 8.3	Nombre d'enfants bénéficiant de prise en charge alimentaire	1,200	810	Registres et listes de présence des Espaces Amis d'Enfants (EAE)
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Le nombre d'enfants inscrits dans les espaces amis d'enfants et bénéficiant d'une prise en charge alimentaire (810) a été d'un tiers moindre que la cible initialement prévue. Néanmoins, davantage de ressources ont été orientées vers le recrutement et la formation de moniteurs et monitrices pour une meilleure prise en charge des enfants (8 au lieu des 2 initialement prévus).		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 8.1	Sensibilisation et suivi d'inscription des enfants aux espaces amis d'enfants	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		
Activité 8.2	Recruter, former et payer les monitrices	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		
Activité 8.3	Faire la prise en charge alimentaire des enfants	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Phase de conception et planification de projet :

Le projet a été conçu sur la base des besoins identifiés lors des missions d'évaluation effectuées par les parties prenantes sur le terrain. Ces missions ont servi de base au plan de réponse d'urgence, que ce financement CERF a contribué à financer.

### B) Phase de mise en œuvre :

Des réunions régulières sont organisées afin de suivre et évaluer l'évolution du projet. Certaines réunions sont directement organisées par les bénéficiaires eux-mêmes et le HCR et ses partenaires sont invités à présenter les résultats de leurs activités. Des ajustements sont adoptés suite aux recommandations formulées lors de ces rencontres.

Cela complète les mécanismes de coordination établis entre les partenaires humanitaires : une réunion de coordination générale est tenue chaque semaine, à la suite de réunions sectorielles hebdomadaires (Santé, Wash et Abris, Protection de l'enfance/SGBV, Education).

### C) Suivi et évaluation :

Des missions d'évaluation sur le terrain ont impliqué étroitement les bénéficiaires. Au cours de ces missions, des focus groups ont été organisés avec les bénéficiaires de différentes catégories et les résultats ont été présentés et discutés dans les sites et les camps. La plus importante de ces missions était la revue de l'urgence menée à mi-parcours avec l'appui de tous les acteurs y compris les autorités, les services étatiques et les bénéficiaires.

## 7. Transferts monétaires

### 7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteint
Oui, une intervention de type transfert monétaire est un composant du projet CERF	Oui, une intervention de type transfert monétaire est un composant du projet CERF

**7.b Veuillez préciser ci-dessous les paramètres de la/des modalité(s) de transfert monétaire.** Si plus d'une modalité a été utilisée dans le projet, veuillez remplir des lignes séparées pour chaque modalité. Veuillez indiquer **la valeur estimée de l'argent** qui a été transféré aux personnes assistées par le biais de chaque modalité (meilleure estimation de la valeur de l'argent et / ou coupon, hors coûts de livraison associés). Veuillez-vous reporter au guide et aux exemples ci-dessus.

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
<b>Cash pour abris</b> Les ménages sélectionnés reçoivent les fonds par tranches pour la réalisation des abris semi-durables. La première tranche permet au ménage de monter les structures. Après évaluation et validation par l'équipe de suivi, une deuxième tranche est accordée pour la toiture.	US\$ 127,696.53	spécifique à un secteur	Assistance conditionnelle	Avec restriction
<i>Information supplémentaire (facultatif)</i> La légère différence par rapport au montant initialement planifié (131,908USD) pour cette modalité de transfert est liée à l'absence de certains ménages lors de la distribution. Cette modalité de transfert a été choisie parce qu'elle permet aux ménages de construire leur abri eux-mêmes, en utilisant des matériaux locaux. Cela leur permet de s'intégrer plus facilement et est également bénéfique pour le marché local.				

8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?	
Une évaluation de la réponse à l'urgence dans le sud a été menée avec toutes les parties prenantes, aussi bien dans les sites que dans les camps. Cette évaluation a permis de mesurer l'effectivité de la mise en œuvre des projets et de recueillir l'appréciation des bénéficiaires.  <b>Cette évaluation a fait ressortir les principaux points suivants :</b> <b>Enregistrement :</b> Tous les nouveaux réfugiés ont été enregistrés individuellement, avec utilisation de la biométrie pour lutter contre la fraude. Tous les réfugiés majeurs ont reçu des documents d'identité. <b>Abris :</b> Tous les réfugiés ont reçu des abris d'urgence et il est maintenant nécessaire de faire la transition vers des abris semi-durables dans un délai de 6 mois. <b>AME :</b> Les kits d'articles ménagers essentiels et autres assistances ont été bel et bien reçus par les bénéficiaires même si dans certains sites, les réfugiés n'ont pas reçu tous les articles du kit. <b>WASH :</b> de nombreux points d'eau et latrines ont été construits mais la prise en charge par la communauté doit maintenant être renforcée. <b>Santé :</b> des cliniques sont en place sur les 3 axes principaux accueillant des réfugiés et ont offert des soins aux réfugiés installés hors camp. Ceux qui sont relocalisés dans les camps ont eu accès aux services de santé déjà disponibles dans chaque camp. Toutes les urgences médicales, chirurgicales et obstétricales ont été référées et prise en charge dans les hôpitaux de district. Il est nécessaire de renforcer les capacités des centres de santé tchadiens. <b>Education :</b> Les grèves ont fortement perturbé la réponse Education. Les espaces temporaires d'apprentissage ont néanmoins permis l'accueil des enfants et les cours de rattrapage effectués ont eu un impact positif en vue de la rentrée scolaire en septembre. <b>SGBV :</b> Les comités SGBV établis ont commencé à avoir un impact mais doivent être renforcés par des formations en continue et dotation de matériels. Enfin, la promotion des activités de résilience apparaît être une priorité pour développer les acquis de la réponse d'urgence et permettre la transition vers l'autonomisation des réfugiés et leur inclusion socio-économique.	ÉVALUATION EFFECTUEE <input checked="" type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

### c. Rapport du Projet 18-RR-CEF-041 – UNICEF

1. CERF information du projet			
1. Agence:	UNICEF	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Education - Education	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-CEF-041
5. Titre du projet:	Projet d'appui à l'éducation de base pour les réfugiés centrafricains et les communautés hôtes dans le sud du Tchad		
6.a Date de début de mise en œuvre :	12/03/2018	6.b Date de fin de mise en œuvre :	11/09/2018
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)		
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 4,229,871
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 2,540,833
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 116,997
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 1,418
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		US\$ 1,418

2. Résultats Obtenus
<p>Le projet CERF réponse rapide a permis la scolarisation de 5 690 enfants et le paiement des subsides à 41 enseignants soit au total 5 731 bénéficiaires. Aussi, grâce à ce financement, les conditions d'apprentissage des élèves ont été améliorées à travers (i) la construction de 55 espaces temporaires d'apprentissage permettant ainsi à 3 300 élèves (à raison de 60 élèves par espace construit) ; (ii) la distribution des kits scolaires et récréatifs (appui du projet Education Can not Wait -ECW) et (iii) la distribution des matériels didactiques aux enseignants. La cible de 6,155 n'a pas été atteinte à cause de la relocation de réfugiés dans d'autres sites. La distribution des matériels didactiques a couvert 68 enseignants au lieu de 57 initialement ciblés. Cette différence s'explique par la prise en compte des enseignants fonctionnaires exerçant dans les mêmes écoles.</p>

3. Modifications
<p>Les activités ont été exécutées conformément au planning initial approuvé par le secrétariat du CERF sans aucun retard. Ainsi à la fin du projet, les fonds alloués ont été intégralement utilisés. Par ailleurs, ce financement a permis de couvrir 5 731 bénéficiaires dont 5 690</p>

élèves (2 292 filles) et 41 enseignants. Toutefois, il convient de mentionner que la cible initiale (6 155 enfants à scolariser) n'a pas été atteinte à cause de la relocalisation de certains réfugiés centrafricains dans les zones du sud en dehors des écoles ciblées par le projet. Par ailleurs, ce sont 41 enseignants contractuels dont une femme qui ont perçu mensuellement leurs subsides pendant les trois (03) mois du projet. Toutefois, la cible de 52 enseignants n'a pas été atteinte du fait que les enseignants réfugiés étaient déjà pris en charge par l'UNHCR, les doublons ont ainsi été évités. Enfin, il a été difficile de recruter des enseignantes du fait de l'absence de femmes dans ce corps de métier parmi les personnes réfugiées et retournées de la RCA ainsi qu'au niveau de la communauté hôte dans la zone du projet.

#### 4. Personnes atteintes

4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	2,716	2	<b>2,718</b>	3,387	50	<b>3,437</b>	6,103	52	<b>6,155</b>
<b>Atteint</b>	2,292	1	2,293	3,398	40	3,438	5,690	41	5,731

#### 4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF

Catégorie	Nombre de bénéficiaires (prévu)	Nombre de bénéficiaires (atteint)
Réfugiés	2,340	<b>2,648</b>
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		0
Population d'accueil	3,815	<b>3,083</b>
Autres personnes touchées		0
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>6,155</b>	<b>5,731</b>

*En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plait :*

La cible initiale qui était de 6 155 enfants à scolariser n'a pas été atteinte à cause de la relocalisation de certains réfugiés centrafricains vers d'autres zones du sud en dehors des écoles ciblées par le projet. Toutefois, ce sont au total 5,731 personnes qui ont bénéficié des matériels scolaires dont 5690 élèves et 41 enseignants. Au lieu de 52 enseignants, ce sont 41 enseignants qui ont bénéficié de subsides. Cet écart s'explique par la prise en compte des enseignants réfugiés par l'UNHCR.

#### 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Appui à l'éducation de base pour les réfugiés centrafricains et les communautés hôtes dans le sud du Tchad
---------------------------	--

<b>Résultat 1</b>	D'ici fin juin 2018, 6,103 enfants réfugiés centrafricains et des communautés hôtes ont accès à l'éducation dans un environnement d'apprentissage amélioré			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>

Indicateur 1.1	Nombre d'espaces temporaires d'apprentissage (TLS) construits	49	49	Procès-verbaux de réception
Indicateur 1.2	Nombre d'enfants bénéficiant des espaces temporaires d'apprentissages construits	2,550	2,940	Rapport des inspecteurs pédagogiques
Indicateur 1.3	Nombre d'enfants ayant reçu des matériels scolaires	6,103	5,690	Rapport des inspecteurs pédagogiques

<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	<p>La construction de 49 espaces temporaires d'apprentissage (TLS) a permis à <b>2 940 élèves</b> (à raison de 60 élèves par TLS) d'étudier dans un environnement d'apprentissage amélioré. Les autres élèves étaient accueillis dans les anciennes structures existantes avant l'arrivée des personnes déplacées et réfugiées. Par ailleurs, le suivi des constructions de ces espaces temporaires a été assuré par les ingénieurs du Ministère de l'Education et de la Promotion Civique ainsi que ceux de l'UNICEF. Ces missions ont permis d'apporter des mesures correctrices sur les manquements constatés au niveau des TLS. Il faut noter que six espaces additionnels ont été construits avec les fonds propres de l'UNICEF en plus des 49 construits avec les fonds CERF pour couvrir le gap et enrôler plus d'enfant que prévus. .</p> <p>En ce qui concerne le suivi et l'organisation des cours dans les espaces temporaires d'apprentissage construits, cette activité a été assurée par les directeurs d'écoles et les enseignants sous la supervision des inspecteurs pédagogiques. En plus, les missions de suivi du niveau central ont permis de fournir des orientations stratégiques quant à la mise en œuvre des activités. Le niveau central a également fourni un appui technique aux enseignants dans le cadre de la collecte et le traitement des données ainsi qu'à l'organisation de la distribution des matériels scolaires.</p> <p>L'acheminement du matériel scolaire a été assuré par l'UNICEF et la distribution par les enseignants avec l'implication des Associations des Parents d'Elèves (APE), sous la supervision des inspecteurs pédagogiques et du délégué régional de l'Education. Ainsi, ce sont au total 5 690 élèves dont 2 292 filles qui ont reçu des fournitures scolaires permettant ainsi l'amélioration de leurs conditions d'apprentissage. Il faut noter que la cible de 6 103 enfants à scolariser n'a pas été atteinte pendant la mise en œuvre du projet à cause de la relocalisation de certaines familles réfugiées par l'UNHCR en dehors des zones où se trouvaient les 15 écoles ciblées.</p>
--	---

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Construction de 49 TLS	Entreprise Abgroune
Activité 1.2	Suivi de l'organisation des cours dans les TLS construits	Ministère de l'Education Nationale et de Promotion Civique (MENPC), UNICEF
Activité 1.3	Acheminement et distribution des matériels scolaires aux enfants	Ministère de l'Education Nationale et de Promotion Civique (MENPC), UNICEF

<b>Résultat 2</b>	D'ici fin juin 2018, 6,103 enfants réfugiés centrafricains et des communautés hôtes dans les 15 écoles ciblées bénéficient d'une éducation inclusive de qualité.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre d'enseignants ayant reçu les matériels didactiques	57	68	Rapport de distribution des inspecteurs
Indicateur 2.2	Nombre d'enseignants (maîtres communautaires) bénéficiant des subsides mensuels jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018	52	41	Rapport de paiement de TIGO.
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		52 Maîtres Communautaires contractuels (MC) étaient prévus pour être pris en charge, à travers le paiement mensuel de leurs subsides pendant les trois mois de mise en œuvre du projet. Avant le démarrage des activités, une mission conjointe a été effectuée du 18 au 24 Avril 2018. Cette mission a permis d'identifier 68 enseignants, dont 1 femme qui ont reçu des matériels didactiques au lieu de 57 enseignants comme il a été initialement prévu. En effet cette différence s'explique par la prise en compte des enseignants fonctionnaires exerçant dans ces écoles et qui manquaient cruellement des matériels didactiques. Parmi ces enseignants, 27 étaient des réfugiés et par conséquent pris en charge par l'UNHCR. Ainsi, il été décidé d'un commun accord avec la communauté et les autorités scolaires locales de prendre en charge les 41 enseignants dont une femme. En effet, le projet prévoyait la prise en charge des MC issus de la communauté hôte et des personnes retournées de la RCA. Il faut noter qu'en vue de respecter le principe « ne pas nuire », du matériel didactique a été distribué à tous les enseignants dans les écoles ciblées sur le projet.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 2.1	Acheminement et distribution des matériels didactiques aux enseignants	UNICEF - Ministère de l'Education Nationale et de Promotion Civique (MENPC),		
Activité 2.2	Paiement de subsides mensuels aux 46 maîtres communautaires dans le corps d'enseignement	UNICEF - TIGO		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Phase de conception et planification de projet :

Le projet a été préparé conjointement avec l'ensemble des partenaires de l'Education en situation d'urgence (cluster Education), y compris les services techniques du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique et les autorités locales conformément au plan de réponse humanitaire. Les besoins dans le secteur de l'éducation ont été clairement exprimés par les populations réfugiées et retournées, dans la mesure où les enfants étaient scolarisés en RCA et ont donc dû interrompre leur année scolaire pour fuir la situation de crise.

### B) Phase de mise en œuvre :

La mise en œuvre du projet s'est faite en étroite collaboration avec les autorités déconcentrées du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, les autorités locales et les associations des parents d'élèves (APE), les élèves et les associations de parents. Le choix des enseignants a été opéré en concertation avec les cadres du Ministère de l'Education du niveau central -qui se sont rendus sur le terrain-, les inspecteurs pédagogiques et les membres des associations des parents d'élèves au niveau local. Les critères d'identification des enseignants contractuels ainsi que les activités du projet ont été présentés au cours d'une séance de travail pendant la mission effectuée par les cadres du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique du 18 au 24 Avril 2018.

Les inspecteurs pédagogiques, les chefs de villages, les chefs de villages représentant la communauté ainsi que les membres des APE ont pris part à l'identification des sites pour la construction des espaces temporaires d'apprentissage. En plus, les inspecteurs pédagogiques ont appuyé les membres des APE lors de l'identification et de la contractualisation des enseignants. Le paiement des subsides de ces enseignants était conditionné par leur présence physique vérifiée par les inspecteurs pédagogiques qui assurent le suivi des enseignants sur le terrain et en donnaient la confirmation.

Les inspecteurs ont réceptionné les kits scolaires au niveau de l'inspection et les membres des APE ont assuré leur transport de l'inspection vers les écoles. Les répartitions ont été faites par les animateurs pédagogiques et les directeurs des écoles en présence des membres des APE et de certains parents d'élèves. La distribution effective des matériels a été faite en associant les APEs, les enseignants ainsi que les autorités locales.

**C) Suivi et évaluation :**

De même que pour l'exécution, et en complémentarité avec le projet Education Cannot Wait (ECW), deux visites programmatiques ont été effectuées. Ces visites ont été effectuées conjointement avec les cadres du Ministère de l'Education Nationale du Niveau Central et le personnel de l'UNICEF en charge du projet. Des rencontres ont été tenues avec les représentants des communautés et des autorités scolaires au niveau local pour recueillir leur avis et suggestions. Tous ont convenu que le projet a contribué à améliorer la situation scolaire des enfants. Les principales recommandations formulées étaient le suivi de paiement des subsides des enseignants contractuels en particulier ceux qui n'étaient pas payés à cause de numéros incorrects et le renforcement des alentours des espaces temporaires construits avec des sacs contenant du sable. Toutes ces recommandations ont été suivies et mise en œuvre. Enfin, la population s'est approprié les activités du projet. Les autorités traditionnelles (chefs de cantons) ont instruit leurs administrés à surveiller les espaces temporaires d'apprentage construits.

<b>7. Transferts monétaires</b>				
<b>7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?</b>				
<b>Prévus</b>		<b>Atteint</b>		
Non		Non		
<b>7.b Veuillez préciser ci-dessous les paramètres de la/des modalité(s) de transfert monétaire.</b> Si plus d'une modalité a été utilisée dans le projet, veuillez remplir des lignes séparées pour chaque modalité. Veuillez indiquer <b>la valeur estimée de l'argent</b> qui a été transféré aux personnes assistées par le biais de chaque modalité (meilleure estimation de la valeur de l'argent et / ou coupon, hors coûts de livraison associés). Veuillez-vous reporter au guide et aux exemples ci-dessus.				
<b>Modalité de transfert</b>	<b>Valeur du cash (US\$)</b>	<b>a. Objectif</b>	<b>b. Conditionnalité</b>	<b>c. Restriction</b>
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.



	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
<p><i>Information supplémentaire (facultatif) [Ajoutez texte ici.]</i></p> <p><i>Please briefly explain why each CBI modality has been selected and add a brief description of the delivery setup including the role of partners.</i></p>				

<b>8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?</b>	
<p>Dans le cadre de ce projet, il n'était pas prévu d'effectuer une évaluation. Toutefois deux visites programmatiques ont été effectuées et ont permis de relever certains manquements constatés sur les espaces temporaires d'apprentissage en construction. L'entreprise en charge de la construction a apporté les corrections nécessaires conformément aux prescriptions techniques. Par ailleurs, certains enseignants avaient transmis des numéros erronés pour le paiement de leurs subsides. Cette situation a également été partagée avec l'opérateur de téléphonie mobile partenaire qui a aussitôt pris action.</p>	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

## d. Rapport du Projet 18-RR-CEF-042 - UNICEF

1. CERF information du projet			
1. Agence:	UNICEF	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Water Sanitation Hygiene - Water, Sanitation and Hygiene	4. Code du projet CERF	18-RR-CEF-042
5. Titre du projet:	Appui à la réponse pour l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et assainissement de base au bénéfice des réfugiés centrafricains et de la communauté hôte dans la Région du Logone Oriental		
6.a Date de début de mise en œuvre :	15/03/2018	6.b Date de fin de mise en œuvre :	15/09/2018
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)		
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 1,402,650
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 421,006
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 421,006
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 278,245.86
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux <span style="float: right;">US\$ 2,2038</span></li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale <span style="float: right;">US\$ 26,909</span></li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale <span style="float: right;">US\$ 249,133</span></li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge <span style="float: right;">US\$ 0</span></li> </ul>		

## 2. Résultats Obtenus

Ce projet a permis l'amélioration de l'accès à l'eau dans les communautés hôtes abritant des réfugiés et les écoles d'accueil. Ainsi 16,571 personnes des régions de Logone Oriental ont eu accès à l'eau potable avec une moyenne d'au moins 15l/pers/jour.

5,199 élèves de 13 écoles des communautés hôtes ont été touchés avec un paquet d'activités WASH et notamment de promotion à l'hygiène et l'assainissement.

Au total 10,746 personnes (3,084 hommes, 4,045 femmes et 3,617 enfants) ont été sensibilisées sur les divers thèmes en matière d'hygiène et d'assainissement, notamment, le lavage des mains, le traitement de l'eau et l'entretien des latrines. Les relais formés (104) organisent régulièrement les sensibilisations de masse ou dans les ménages. Ces actions ont permis d'améliorer positivement les comportements des populations bénéficiaires selon les enquêtes CAP réalisées en avril et juillet 2018 dans le cadre du projet et c'est comme suit :

- Le lavage des mains au savon est passée de 1 à 78%,
- L'utilisation des latrines hygiéniques est passée de 1 à 84%,
- Le traitement de l'eau au niveau des ménages est passé de 0 à 95%.

### 3. Modifications

Au cours de la mise en œuvre du projet, il y a eu une relocalisation des réfugiés dans les camps et les sites à proximité des villages d'accueil provoquant ainsi l'abandon de certains ouvrages d'assainissement. Ainsi, des latrines scolaires ont été converties en latrines familiales pour couvrir le gap engendré par cette situation étant donné que ces écoles ont été couvertes par un autre acteur.

2,071 personnes supplémentaires ont bénéficié des activités du projet, en raison de la relocalisation de 187 réfugiés de Koutou Mballa vers Bekan. Deux (2) points d'eau supplémentaires ont été réalisés dans les villages (Bedondili et Kiangar) destinés initialement aux écoles qui ont bénéficié entre-temps des réhabilitations par d'autres acteurs.

### 4. Personnes atteintes

**4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).**

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	4,785	2,900	<b>7,685</b>	4,930	1,885	<b>6,815</b>	9,715	4,785	<b>14,500</b>
<b>Atteint</b>	4,876	3,120	<b>7,996</b>	5311	3264	<b>8,575</b>	10,187	6,384	<b>16,571</b>

**4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF**

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de bénéficiaires (prévu)</i>	<i>Nombre de bénéficiaires (atteint)</i>
<i>Réfugiés</i>	10,000	10,187
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>	0	0
<i>Population d'accueil</i>	4,500	6,384
<i>Autres personnes touchées</i>	0	0
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>14,500</b>	<b>16,571</b>

*En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plaît :*

Le dépassement au niveau du nombre de bénéficiaires assistés s'explique par  
 -la relocalisation de 187 réfugiés de Koutou Mballa vers Bekan. Ces réfugiés ont bénéficié des nouvelles infrastructures réalisées sur le nouveau site.  
 -Deux (2) réhabilitations de points d'eau supplémentaires réalisés dans les villages (Bedondili et Kiangar) rehaussant le nombre de bénéficiaires dans la population hôte à 1,884 personnes. En effet, ces deux (2) points d'eau étaient destinés pour les écoles qui ont déjà bénéficié des réhabilitations par des autres acteurs WASH sur le terrain.

### 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Contribuer à la réduction de risques de maladies hydriques et diarrhéiques à travers l'amélioration de la couverture d'accès à l'eau potable et l'assainissement de base en faveur de 14 500 personnes (10 000 réfugiés et 4 500 population hôte), 6 103 élèves dans 26 villages d'accueil dans les départements de Nya-Pendé et Monts de Lam Région du Logone Oriental
---------------------------	---

<b>Résultat 1</b>	Améliorer la couverture d'accès à l'eau potable de 14 500 personnes incluant 1 870 élèves dans 26 villages d'accueil dans le Nya-Pendé et Monts de Lam dans la Région du Logone Oriental			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de personnes du projet ayant accès à l'eau potable en quantité requise (au moins 15 litres par jour et par personnes)	14,500 (10,000 réfugiés et 4,500 pop hôte)	16,571 (10,187 réfugiés et 6,384 population hôte)	Enquêtes CAP finale et Rapport de mise en œuvre
Indicateur 1.2	Nombre d'écoles avec un point d'eau fonctionnel	3	1	Enquêtes CAP finale et Rapport de mise en œuvre
Indicateur 1.3	% de personnes qui ont accès à l'eau potable pendant l'intervention (3 mois)	100% (14 500 personnes)	114% (16,571)	Enquêtes CAP finale et Rapport de mise en œuvre
Indicateur 1.4	Nombre de comité de gestion de points d'eau mis en place et opérationnels	15	15	Enquêtes CAP finale et Rapport de mise en œuvre
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	L'ensemble des résultats planifiés ont été atteints ou dépassés. La forte mobilisation des communautés et leur implication à la planification et à la gestion des ouvrages ont permis le renforcement de leur résilience. L'école de Sow qui a bénéficié d'un point d'eau accueille 300 élèves dont 78 filles et 222 garçons. Sur les trois écoles planifiées pour l'eau potable, une a été réalisée avec les fonds CERF et les deux autres ont été prises en charge par un autre acteur humanitaire dans le cadre d'une planification coordonnée des interventions sur le terrain.			
<b>Activités du résultat 1</b>				
Activité 1.1	Réhabilitation de 15 anciens forages (12 communautaires et 3 écoles)		Réhabilitation de 15 forages (14 forages communautaires et 01 forage dans une école)	
Activité 1.2	Mise en place et formation 15 CGPE		15 Comités de Gestion des Parents d'Elèves (CGPE) des villages composés de 5 membres par comité sont formés et mis en place.	
Activité 1.3	Formation des ménages sur les techniques de traitement de l'eau à domicile		104 relais communautaires formés sur le traitement de l'eau à domicile et sur les aspects liés à l'environnement sain et les pratiques d'hygiène.	
Activité 1.4	Formation sur l'entretien de point d'eau à l'école		13 clubs hygiène ont été formés dans les écoles	
Activité 1.5	Suivi et contrôle de la qualité des eaux à la source et dans les ménages (taux de chlore résiduel) ;		Le test du chlore résiduel est réalisé, tous les ménages sont avec un taux qui se situe entre 0,3 et 0,5mg/l.	

<b>Résultat 2</b>	Le taux de couverture en assainissement de base et des bonnes pratiques en matière d'hygiène dans 26 villages d'accueil dans les départements de Nya-Pendé et de Monts de Lam est amélioré			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de personnes affectées par le mouvement de population qui ont accès et utilisent les infrastructures d'hygiène et assainissement selon les normes et standards du cluster WASH	4 000 (2 700 réfugiés et 1 300 population hôtes)	4 552 (2 802 réfugiés et 1750 populations hôtes)	Enquête CAP et Les rapports des activités
Indicateur 1.2	Nombre de latrines familiales construites	200	350	Enquête CAP et Les rapports des activités

Indicateur 1.3	Nombre de latrines d'urgences mis en place	51	30	Enquête CAP et Les rapports des activités
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		La relocalisation des réfugiés ainsi que la prise en charge de deux des trois écoles prévues par un autre acteur ont engendré des changements dans les résultats du projet et des indicateurs, Des latrines supplémentaires (150 latrines) ont été réalisées dans les nouveaux sites en lieu et en place des latrines scolaires prévues dans les écoles.		
<b>Activité du résultat 2</b>				
Activité 1.2	Construction de 200 latrines familiales séparées par genre et douches par une participation communautaire	350 latrines familiales séparées par genre et douches par une participation communautaire		
Activité 2.2	Construction de 51 latrines d'urgence séparées par genre dans les 15 écoles	30 latrines réalisées dans les 13 écoles		
Activité 2.3	Sensibilisation à la bonne utilisation et l'entretien des sanitaires	10,746 personnes (3,084 hommes, 4,045 femmes et 3,617 enfants) personnes sont sensibilisées sur les bonnes pratiques d'hygiène.		

<b>Résultat 3</b>	La couverture d'accès à l'hygiène de 14,500 personnes réfugiées et populations hôte dans les villages d'accueil dont 6,103 élèves est améliorée.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 3.1	% de personnes qui se lavent les mains avec eau et savon	60% (8,700 personnes)	78% (12,925 personnes)	Enquête CAP finale
Indicateur 3.2	% d'élèves sensibilisés au lavage des mains au savon	100% (6 103 élèves)	85% (5,199 élèves)	Rapport de mise en œuvre
Indicateur 3.3	Nombre de clubs d'hygiène mis en place	15	13	Rapport de mise en œuvre
Indicateur 3.4	Nombre des animateurs, relais communautaires formés sur le traitement de l'eau à domicile et sur les aspects liés à l'environnement sain et les pratiques d'hygiène	80	115	Rapport de mise en œuvre
Indicateur 3.5	% de personnes qui connaissent les modes de transmission des maladies d'origine hydriques	80% (11,600 personnes)	86%	Enquête CAP finale
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Tous les résultats ont été dépassés en raison de l'installation des réfugiés dans les villages d'accueil à l'exception de ceux relatifs aux écoles ou un autre acteur humanitaire avait déjà pris en charge les mêmes types d'activités.		
<b>Activité du résultats 3</b>				
Activité 3.1	Distribution des kits d'hygiène aux ménages et des intrants pour le traitement de l'eau	900 kits d'hygiène ont été distribués au profit de 900 ménages, un kit est composé de : un dispositif de lavage des mains, un litre d'eau de javel et 11 boules de savon		
Activité 3.2	Mise en place de dispositif de lavage des mains dans 15 écoles	26 dispositifs de lavage des mains sont installés dans les 13 écoles		
Activité 3.3	Distribution d'intrants WASH dans les écoles	Les kits ont été distribués dans les écoles après la mise en place des clubs d'hygiène et leur		

		formation dans 13 écoles. Ceux-ci sont composés de : 1 poubelle, 2 dispositifs de lavage de mains, 1 pelle, 1 pioche, 1 brouette, 1 brosse dure, 1 paire de gant, 1 boîte de 50 pièces de cache – nez.
Activité 3.4	Organisation de séances de sensibilisation pour la promotion d'hygiène, la formation sur l'utilisation des produits de traitement d'eau à domicile et utilisation des latrines	Les ménages ont bénéficié des kits d'hygiène contenant l'eau de javel, le dispositif de lave mains (Sakane et bassin) et 1 les boules de savons. Au cours de la distribution des kits d'hygiène une démonstration sur le traitement de l'eau à l'eau de javel se fait au préalable. Cette Sensibilisation est renforcée par les relais dans les ménages. 10,746 personnes (3 084 hommes, 4 045 femmes et 3 617 enfants) ont été sensibilisées

<b>Résultat 4</b>	Le monitoring et l'évaluation du programme sont effectifs			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 4.1	% de personnes qui se lavent les mains avec eau et savon	60%	78%	Enquête CAP finale
Indicateur 4.2	# de rapport d'évaluation sectorielle réalisé	1	1	Rapport d'évaluation sectorielle
Indicateur 4.3	# d'enquête CAP initiale	1	1	Rapport d'enquête CAP initial
Indicateur 4.4	# d'enquête CAP finale	1	1	Rapport d'enquête CAP finale
Indicateur 4.5	# de mécanisme de gestion de plainte est mis en place dans chaque village	1	1	Rapport de mise en œuvre
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Tous les résultats ont été atteints. On note un pourcentage substantiel de personnes qui se lavent les mains après l'intervention du projet.			
<b>Activité 4.1</b>	<b>Evaluation sectorielle initiale</b>	<b>[A remplir]</b>		
Activité 4.2	Enquête CAP initiale et finale	Les deux enquêtes CAP sont réalisées et les rapports sont disponibles		
Activité 4.3	Enquête post-distribution	Une enquête post-distribution réalisée et le rapport est disponible.		
Activité 4.4	Mise en place de système de gestion de plainte	Un Représentant par village identifié par la communauté et formé pour recueillir les plaintes		
Activité 4.5	Supervision technique	Supervision technique assurée par l'ingénieur WASH de bureau de zone une fois dans la semaine ainsi que par le ministère en charge de l'eau		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

A) Phase de conception et planification de projet :

Sur la base des évaluations disponibles, le partenaire d'exécution, l'ONG SECADEV avec l'assistance technique de l'UNICEF a diligenté une mission de prise de contact et de planification communautaire des activités du projet dans les 26 villages avec

l'ensemble des parties prenantes. La planification a pris en compte toutes les parties prenantes (les bénéficiaires, services déconcentrés de l'Etat, autorités locale) sous la supervision de l'Unicef et en coordination avec les acteurs humanitaires présents en situant la responsabilité de chacun dans la mise en œuvre. Une analyse des acteurs présents a été faite et une synergie a été définie avec les autres acteurs humanitaires pour couvrir ensemble l'ensemble des gaps des communautés cibles.

**B) Phase de mise en œuvre :**

La mise en œuvre a été conduite par l'ONG SECADEV. Les relais communautaires identifiés et formés dans les villages cibles ont contribué à faciliter l'évolution des activités à travers les actions de sensibilisation. Les populations à travers leurs leaders connaissent avec précision ce qui est fait dans les villages et veillent aux matériaux disposés pour les activités. La main d'œuvre pour la construction des ouvrages sanitaires a été recrutée localement. La sensibilisation se fait en langue locale à travers les relais, les animateurs et quelques troupes théâtrales issus des villages. En cas de problème, le comité de plainte rapporte l'information à SECADEV à travers les animateurs ou le superviseur et les solutions sont trouvées collégialement avec la communauté.

**C) Suivi et évaluation :**

Quatre évaluations (l'évaluation initiale, enquêtes CAP initiale, l'enquête poste distribution et l'enquête CAP finale) ont été conduites durant ce projet, ces évaluations ont été faites avec l'implication des bénéficiaires à travers les questionnaires.

Les mécanismes mis en place pour les plaintes ont permis de redresser quelques insuffisances dans la mise en œuvre et renforcer le suivi communautaire des activités.

L'UNICEF a aussi organisé deux missions de suivis programmatiques et une autre mission de suivi des activités est réalisée par le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche. Le chef de secteur de l'eau et l'assainissement du Logone Orientale a été impliqué dans toutes les phases du projet.

7. Transferts monétaires				
7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?				
Prévus		Atteint		
Non		Non		
7.b Veuillez préciser ci-dessous les paramètres de la/des modalité(s) de transfert monétaire. Si plus d'une modalité a été utilisée dans le projet, veuillez remplir des lignes séparées pour chaque modalité. Veuillez indiquer la valeur estimée de l'argent qui a été transféré aux personnes assistées par le biais de chaque modalité (meilleure estimation de la valeur de l'argent et / ou coupon, hors coûts de livraison associés). Veuillez-vous reporter au guide et aux exemples ci-dessus.				
Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
		Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
		Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
		Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.

		Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
		Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
<i>Information supplémentaire (facultatif)</i>				

<b>8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?</b>	
<p>Au cours de l'exécution de ce projet, il y a eu deux (2) enquêtes CAP (initiale et finale) et deux visites programmatiques (22 au 28 Avril 2018 et du 17 au 30 Juillet 2018) :</p> <p>Les principaux résultats de ces enquêtes ont montré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le pourcentage des personnes qui se lavent les mains au savon a passée de 1 (Initiale) à 78% (Finale),</li> <li>• Le pourcentage des personnes qui utilisent des latrines hygiéniques a passée de 1 à 84%,</li> <li>• Le pourcentage des personnes qui connaissent une méthode de traitement l'eau au niveau des ménages a passé de 0 à 95%.</li> <li>• Le pourcentage % des personnes qui connaissent les maladies diarrhéiques est passé de 60 à 80%</li> </ul>	<p>ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/></p> <hr/> <p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p> <hr/> <p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>



e. Rapport du Projet 18-RR-CEF-043, 18-RR-FPA-016 - UNICEF, UNFPA

1. CERF information du projet			
1. Agence:	UNICEF UNFPA	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection - Protection	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-CEF-043 18-RR-FPA-016
5. Titre du projet:	Prévention et réponse multisectorielle d'urgence aux survivantes des VBG et Appui à la protection et assistance des filles et des garçons Réfugiés dans les Départements de la Nya Pende et Monts de Lam		
6.a Date de début de mise en œuvre :	22/03/2018 (UNICEF) 26/03/2018 (UNFPA)	6.b Date de fin de mise en œuvre :	21/09/2018 (UNICEF) 25/09/2018 (UNFPA)
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)	
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 5,320,465
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 1,244,635
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 481,479
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 257,999
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		US\$ 5,366 US\$ [US\$ 98,763 US\$ 153,870 US\$ 0

2. Résultats Obtenus
<p>Ce financement CERF RR a permis à 9,964 enfants (5,587 filles) d'accéder aux services de protection. Ces enfants ont notamment bénéficié d'un appui psychosocial ; de l'assistance dans le cadre d'une séparation familiale et de la prise en charge multisectorielle (les victimes d'incidents de protection).</p> <p>Ce projet également a notamment contribué à l'identification, la documentation, la recherche et la réunification familiale des enfants affectés par le mouvement des réfugiés. Au total, 99 enfants non accompagnés ou séparés (ENA/ES) ont été identifiés et documentés. 11 enfants non-accompagnés et 2 enfants séparés ont pu être réunifiés dans le cadre du projet. La recherche pour les autres est en cours.</p> <p>Par ailleurs, 35 mécanismes communautaires de protection de l'enfance ont été mis en place, avec l'objectif de sensibiliser les communautés sur les thématiques de protection de l'enfant. Ces mécanismes ont aussi permis d'identifier et de référer 38 victimes des cas de protection.</p>

<b>3. Modifications</b>
N/A

<b>4. Personnes atteintes</b>
<b>18-RR-TC-29154 TABLEAU 4 : PERSONNES AFFECTÉES ET BÉNÉFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR</b>

**4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).**

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	3,884	1,352	<b>5,236</b>	1,331	40	<b>1,371</b>	5,215	1,392	<b>6,607</b>
<b>Reached</b>	5,587	1,352	<b>6,939</b>	4,377	148	<b>4,525</b>	9,964	1,500	<b>11,464</b>

**4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF**

<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de bénéficiaires (prévu)</b>	<b>Nombre de bénéficiaires (atteint)</b>
<i>Réfugiés</i>	4,300	6,944
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>		
<i>Population d'accueil</i>	2,307	4,520
<i>Autres personnes touchées</i>		
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>6,607</b>	<b>11,464</b>

*En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plait :*

Les activités sportives et ludiques organisées, ont permis la participation d'un large nombre d'enfants en ce qui concerne l'appui psychosocial des enfants et ont aussi été caractérisées par une popularité considérable. Par ailleurs les activités GBV ont touché plus de femme que prévue en raison de la campagne de sensibilisation menée à cet effet.

<b>5. Cadre des résultats du projet CERF</b>	
<b>Objectif du projet</b>	Prévention et réponse multisectorielle d'urgence aux survivantes des VBG et Appui à la protection et assistance des filles et des garçons Réfugiés dans les Départements de la Nya Pende et Monts de Lam.

<b>Résultat 1</b>	3 800 personnes dont 950 femmes adolescentes et jeunes filles ont accès à l'information/Sensibilisation et aux activités de prévention et de réponse aux VBG.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de personnes prises en charge sur le plan psycho-social	125	360	Rapports d'Activités du projet, Rapport et Dashboard GBVIMSD
Indicateur 1.2	Nombre de conseillers psychosociaux recrutés et déployés sur le terrain pour la	6	6	Rapports d'Activités du projet

	prise en charge, le counseling et l'orientation des survivantes des VBG.			
Indicateur 1.3	Nombre de relais communautaires formés pour la prévention et l'orientation des survivantes.	90	90	Rapport d'Activité du projet
Indicateur 1.4	Nombre de personnes sensibilisées sur les VBG	3,800	19 459	Rapports d'Activités de l'ONG CARE International
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>Les conseillers psychosociaux ont pris en charge 360 survivantes que 125 car suite à l'efficacité des mécanismes communautaires mis en place et au travail remarquable des 90 relais communautaires qui ont procédé à l'orientation des 360 survivantes dans 20 villages ciblés.</p> <p>Pour ce qui concerne l'indicateur 1.4, le nombre élevé de personnes sensibilisées (19 459) s'explique par un ajustement de planification "ex ante" impliquant les bénéficiaires. Au cours d'une séance portant sur la mise en œuvre, et de commun accord avec les leaders communautaires et autres représentants des bénéficiaires, il avait été décidé d'étendre les sensibilisations (porte à porte et de masse) dans 20 villages où la population ne connaissait pas les VBG.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Recrutement et déploiement de 6 conseillers psychosociaux	Par l'ONG CARE International		
Activité 1.2	Prise en charge psychosociale des survivantes des VBG.	Par les 6 assistantes psychosociaux chargées d'écoute recrutées par l'ONG CARE International		
Activité 1.3	Sensibilisation sur les VBG dans les villages d'accueil (Bekan, Oudoumian, Kaba rongar).	Par les 90 communautaires de Bekan, Bessao, Don, Timberie, Doholo village, Dosseye village		
Activité 1.4	Suivi et évaluation	Par l'ONG CARE et UNFPA avec la participation des représentants des bénéficiaires,		

<b>Résultat 2</b>	Trois (3) Espaces conviviaux installés pour servir d'espaces sûrs aux femmes, adolescentes et jeunes filles et assurer en permanence le service de counseling psychosocial et le référencement effectif des survivants de VBG.			
Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre d'espaces conviviaux installés à Bekan, Oudoumian et Kabarongar	3	3 à Bekan, Don et Bessao	Rapports d'Activités du projet
Indicateur 2.2	Nombre de femmes, adolescentes et jeunes filles fréquentant et bénéficiant des services offerts dans les espaces sûrs	950	5 279	Rapports d'Activités de l'ONG CARE
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>Au niveau de l'indicateur 2.1, les espaces conviviaux ont changé de lieux et ont été établis à Bekan, Don et Bessao car ayant accueilli un grand nombre de réfugiés relocalisés par UNHCR et partenaires impliqués (décision du comité de coordination de la mise en œuvre).</p> <p>Le nombre de l'indicateur 2.2 est Presque quintuple car, de commun accord avec les leaders communautaires et autres représentants des bénéficiaires d'organiser les sensibilisations (porte à porte et de masse) dans 20 autres villages identifiées au lieu de 5 préalablement planifiés.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Mettre en place les espaces conviviaux	Par l'ONG CARE International		
Activité 2.2	Counselling psychosocial	Par les 6 assistantes psychosociaux chargées d'écoute recrutés par l'ONG CARE International		

Activité 2.3	Référencement des survivantes vers les services disponibles pour la prise en charge et le suivi	Par les 90 communautaires et autres mécanismes communautaires locaux.
Activité 2.4	Suivi-valuation	A UNFPA, CARE avec la participation des représentants des bénéficiaires,

<b>Résultat 3</b>	950 femmes, adolescentes et jeunes filles reçoivent les kits de dignité			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 3.1	Nombre de femmes, adolescentes et filles recevant les kits de dignité	950	1 500	Rapports d'Activités du projet, Rapport de distribution
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		L'écart se justifie par le fait que UNFPA a financé avec ses fonds internes les 550 kits supplémentaires pour distribuer aux jeunes filles et adolescents les plus vulnérables de 10-14 ans		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 3.1	Acheter et fournir les kits de dignité	UNFPA		
Activité 3.2	Distribuer les kits de dignité	Staff UNFPA, Staff CARE, 90 relais communautaires, femmes représentantes des bénéficiaires, représentantes des adolescents et filles		

<b>Résultat 4</b>	Les Enfants Non accompagnés et séparés (ENAS) sont identifiés et le processus de l'identification, Documentation, Recherche et Réunification familiale est déclenché			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 4.1	# personnel et les bénévoles formés sur le processus de l'identification, Documentation, Recherche et Réunification familiale (IDTR)	60	60 (35filles/25hommes)	Rapport final du projet fourni par l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Indicateur 4.2	# d'ENAS identifiés	120	99 dont 17 ENA (14 Filles et 3 Garçons) et 82 Enfants Séparés (dont 45 Filles et 37 Garçons)	Rapports d'activités de l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Indicateur 4.3	# d'enfants séparés et Non accompagnés bénéficiant d'une prise en charge provisoire (famille d'accueil ou centre d'accueil temporaire) et/ou d'un suivi individuel	120	99 ENA/ES pris en charge dans les familles d'accueil	[Rapport final du projet fourni par l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Indicateur 4.4	# d'enfants Non accompagnés réunifiés avec leur famille biologique	35	11 (9f/2g)	Rapports d'activité de l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local es l'ONG (IHDL)
Indicateur 4.5	# Enfants bénéficiant de la prise en charge psych-sosociale	3,215	9,964 (5,587 filles et 4,377 garçons)	Rapports d'activités de l'ONG l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)

<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Indicateurs 4.2 et 4.4 : Retard inattendu dans l'identification/ documentation des enfants ENA. Cette identification et documentation constituent une précondition <i>sine qua non</i> pour l'initiation de la documentation, Recherche et Réunification familiale. Par ailleurs, un dispositif de recherche et d'auto-réunification s'est mis en place au sein de la communauté affectée avant le commencement de la mise en œuvre du projet. Indicateur 4.5 : Indicateur a été dépassé, du fait de la popularité des activités mises en œuvre dans les Espaces Amis d'Enfants
--	--

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Former le personnel et les bénévoles chargés de la mise en œuvre du programme d'Identification, Documentation, Recherche familiale et réunification sur les Directives Interagences sur les Enfants séparés et Non-accompagnés	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Activité 4.2	Procéder à la vérification, l'Identification et Documentation des ESNA	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Activité 4.3	Assurer la prise en charge provisoire et l'accès aux services ainsi que la recherche familiale	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Activité 4.4	Mener des activités récréatives et de prise en charge psychosociale dans les communautés et les camps	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)

<b>Résultat 5</b>	Des mécanismes communautaires de protection de l'Enfant sont mis en place dans les camps et les villages d'accueil des Réfugiés			
-------------------	---	--	--	--

Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 5.1	# Mécanismes communautaires de protection de l'enfant (MCPE) établis dans les camps et les villages d'accueil	8	8, un dans chaque site /camp d'intervention	Rapports d'activités de l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local s (IHDL)
Indicateur 5.2	# Membres des mécanismes communautaires formés sur les Normes minimales	248	248 (100f/148h) membres soit 31 membres pour chaque site et camp avec les partenaires intervenant dans la protection des enfants (ADES, ACRA et IHDL)	Rapport d'activités de l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Indicateur 5.3	# cas d'incidents de protection sont rapportés et traités.	25	38 (21f/17g)	Rapports d'activités de l'ONG Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)

<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Il y a eu plus de cas rapportés grâce à l'efficacité des mécanismes communautaires mis en place.
--	--

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 5.1	Identification des membres et mise en place des MCPE	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
Activité 5.2	Former les membres des MCPE sur les Normes minimales de protection de l'enfant dans les situations d'urgences	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)

Activité 5.3	Former sur le rapportage et le suivi des cas de violences sur les enfants	Initiative humanitaire pour le développement local (IHDL)
--------------	---	---

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Phase de conception et planification de projet :

La phase de conception a pris en compte l'analyse des besoins à l'issue des missions d'évaluation mené en janvier et février. Lors de ces missions, un accent a été mis sur l'implication et la dimension participative des bénéficiaires et les échanges et discussions non seulement sur les activités prioritaires mais aussi sur leur engagement dans la mise en œuvre proprement dite du projet. Des séances de travail ont été organisées avec des groupes des communautés concernées par le projet (leaders, femmes/hommes/filles/garçons). Les activités prévues par ce projet ont alors été conçues et proposées en accord avec les communautés et sur la base des besoins identifiés. Dès l'afflux des réfugiés, les populations hôtes (villages ayant accueilli les réfugiés) les leaders locaux et autorités administratives de la Nya Pende (Goré) dans l'évaluation de leurs besoins réels en ce qui concerne les GBV. A chaque relocalisation des réfugiés par UNHCR vers certains villages non planifiés au départ, ces leaders et autres représentants des bénéficiaires étaient mis en contribution pour prendre une décision commune

### B) Phase de mise en œuvre :

Un partage régulier de l'information ainsi qu'une participation des communautés ont été assurés sur le projet, à travers les mécanismes communautaires de protection de l'enfant ainsi qu'avec les auxiliaires des EAE. Des sensibilisations de masse ont été organisées, par exemple, pour informer les communautés des réfugiés et des villages hôtes sur l'importance du soutien psychosocial et les autres activités offertes dans le cadre du projet.

Les mécanismes communautaires de protection de l'enfant servaient aussi en tant que mécanisme de plainte, récoltant les points de vue/préoccupations des populations affectées. Ces mécanismes t composés d'hommes et femmes respectés dans leurs communautés ont organisé des consultations avec leurs communautés sur certains aspects prévus dans le -projet.

Ces comites ont aussi pris action en cas de plaintes et de feedback. L'emplacement de l'espace amis d'enfants (EAE) à Bedankoussan, par exemple, a été change, à la suite d'une plainte émis par un membre de la communauté locale.

Pendant la mise en œuvre sur les GBV, les bénéficiaires ainsi que leurs représentants ont été impliqués dans la désignation des relais communautaires mais aussi ont été impliqués dans certaines activités telles que le montage des locaux servant de safe space, tentes et dans la distribution des kits de dignité.

### C) Suivi et évaluation :

A travers un échange régulier avec les mécanismes communautaires, qui constituent le point d'entrée aux communautés, un suivi participatif a été assuré. Par ailleurs, des missions de suivi et évaluation ont été organisées. Ces missions contenaient régulièrement aussi des séances de restitution des résultats aux communautés, et ont été suivies par des discussions des solutions de réajustements avec ces communautés.

Entre le 14 et le 31 mai, une mission de suivi du projet a été effectuée depuis Ndjamena (UNICEF). Elle a intégré des éléments de consultation avec les leaders communautaires (hommes/femmes/filles/garçon) sur la mise en œuvre du projet, afin d'identifier des défis éventuels et de trouver des solutions, ensemble avec les communautés.

A la fin du projet, un atelier de capitalisation des bonnes pratiques a eu lieu à Goré (12 au 13 septembre 2018). Cet atelier, regroupant les partenaires de mise en œuvre (ONG, autorités administratives, civiles) ainsi que les représentants de la communauté (leaders traditionnels, les MCPE, les animateurs des différents EAE) visait à identifier et documenter les leçons apprises.

Pour les activité GBV, quatre missions de visites sur le terrain ont été réalisées avec les responsables des réfugiés, les leaders communautaires, différents groupes des bénéficiaires (femmes, adolescentes et jeunes...) pour le suivi des activités. Après des réunions de consultation, séances d'échanges sur la satisfaction individuelle et collective des bénéficiaires en rapport avec les activités mises en œuvre, des réajustements adaptés ont été décidés de commun accord, ce qui a permis l'atteinte de ces résultats escomptés ci-haut.

7. Transferts monétaires				
7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?				
Prévus		Atteint		
Non		Non		
7.b Please specify below the parameters of the CBI modality/is used. If more than one modality was used in the project, please complete separate rows for each modality. Please indicate the estimated value of cash that was transferred to people assisted through each modality (best estimate of the value of cash and/or vouchers, No including associated delivery costs). Please refer to the guidance and examples above.				
Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
<i>Information supplémentaire (facultatif) [Ajoutez texte ici.]</i>				
<i>Please briefly explain why each CBI modality has been selected and add a brief description of the delivery setup including the role of partners.</i>				

8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?	
<p>A la fin du projet, un atelier de capitalisation des bonnes pratiques a eu lieu à Goré (12 au 13 septembre 2018). Cet atelier, regroupant les partenaires de mise en œuvre (ONG, autorités administratives, civiles) ainsi que les représentants de la communauté (leaders traditionnels, les membres des comités de parent d'élèves, les animateurs des différents Espaces Amis d'Enfants) visait à évaluer les résultats du projet ainsi qu'à identifier et à documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques. Les participants ont notamment apprécié l'impact du projet en ce qui concerne la sensibilisation sur des thématiques différentes de la protection de l'enfant ainsi que son effet positif sur les enfants. Par ailleurs, le besoin de standardiser la construction physique des EAE est ressorti de l'atelier. Cette standardisation est actuellement en cours dans le Sous-Cluster Protection de l'Enfant.</p> <p>Pour les activités sous la responsabilité de l'UNFPA, une évaluation "ex post" est prévue de finalisation et toutes les conclusions et rapport seront partagés.</p>	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

f. **Rapport du Projet 18-RR-CEF-044,18-RR-FPA-017,18-RR-WHO-014 - UNICEF, UNFPA, WHO**

1. CERF information du projet			
1. Agence:	UNICEF UNFPA WHO	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Health - Health	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-CEF-044 18-RR-FPA-017 18-RR-WHO-014
5. Titre du projet:	Soins de santé d'urgence aux personnes réfugiées et aux populations d'accueil touchées par la crise centrafricaine dans le Sud du Tchad		
6.a Date de début de mise en œuvre :	23/03/2018 (UNICEF) 26/03/2018 (UNFPA) 23/03/2018 (WHO)	6.b Date de fin de mise en œuvre :	22/09/2018 (UNICEF) 25/09/2018 (UNFPA) 22/09/2018 (WHO)
6.c. Extension sans coûts	X Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)	
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 4,516,399
	b. Montant total du financement reçu :		US\$: 1,060,923
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 847,088
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$: 194,310
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		US\$ 53,053 US\$141,257

2. Résultats Obtenus
<p>20,000 réfugiés et 25,000 populations hôtes ont bénéficié prise en charge médicale grâce à l'approvisionnement en médicaments de 8 centres de santé et 2 hôpitaux (Begone, Bekan, kabarongar, bekaba, yamodo, Soh, Oudoumia, Didanga, Hôpitaux de Goré et de Mbaibokoum)</p> <p>20,099 enfants réfugiés et hôtes âgés de 1 à 7 ans ont été vaccinés et près de 28,600 doses de vaccins ont été transférées à la délégation provinciale du Logone Oriental pour la vaccination de 24,308 enfants de 6 mois à 9 ans contre la rougeole. Le matériel d'injection pour couvrir les deux campagnes de vaccination ont été acheminés et enfin l'approvisionnement des 5,465 Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action (MILDAs) ont été distribués dans les districts de Gore et Baibokoum dans la province du Logone Oriental.</p>



Ainsi, à travers l'appui technique et financier à la DSP du Logone Oriental, près de 24,308 enfants entre 6 mois et 9 ans ont été vaccinés contre la rougeole et parmi eux, 20,099 contre la méningite

### 3. Modifications

La seule déviation dans la mise en œuvre du CERF UFE Sante d'UNICEF qui peut être signalé ici est l'atteinte de plus de bénéficiaire que prévue, ainsi au total 24,308 enfants ont été couverts au lieu des 11,110 estimés dans le document du projet CERF. En outre il n'y a eu pas de retard de mise en œuvre, pas non plus de fonds resté non utilisé à reporter ici.

### 4. Personnes atteintes

4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	13,082	9,868	<b>22,950</b>	12,569	9,481	<b>22,050</b>	25,651	19,349	<b>45,000</b>
<b>Reached</b>	13,082	9,868	<b>22,950</b>	12,569	9,481	<b>22,050</b>	25,651	19,349	<b>45,000</b>

4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF

Catégorie	Nombre de bénéficiaires (prévu)	Nombre de bénéficiaires (atteint)
Réfugiés	20,000	20,000
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		0
Population d'accueil	25,000	25,000
Autres personnes touchées		0
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>45,000</b>	<b>45,000</b>
<i>En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plaît :</i>	[Il y a lieu de noter que bien que le total d'enfant atteint par l'UNICEF soit dans les limites de cible prévu des enfants de moins de 18 ans (soit 24,308 sur 25,651 enfants), il ne représente qu'une proportion allant jusqu'à 9 ans au lieu de 18 ans retenu ici].	

### 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Fournir des services de santé vitale et de qualité à environ 55,000 personnes (réfugiés et les communautés hôtes) pour contribuer à la réduction de la morbidité et de mortalité parmi ces populations, chez les enfants et les femmes en particulier.
---------------------------	--

<b>Résultat 1</b>	45,000 personnes (réfugiés et les communautés d'accueil), en particulier les mères et les enfants ont accès à des services de santé de qualité			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Nombre de centre de santé fonctionnels avec le personnel nécessaire (masculin et féminin) et de matériel médical pour délivrer un ensemble complet d'interventions de santé	8 (Begone, Bekan, kabarongar, bekaba, yamodo, Soh, Oudoumia, Didanga, hôpitaux de Goré et de Mbaibok	8 (Begone, Bekan, kabarongar, bekaba, yamodo, Soh, Oudoumia, Didanga, hôpitaux de Goré et de Mbaibokoum	Bordereaux de livraison et rapport OMS
Indicateur 1.2	% des enfants de moins de cinq ans vaccinés contre les principales maladies (rougeole, méningite)	Rougeole : 90% (soit 11,110 enfants filles (5,666) et garçons (5,444) de 9 à 59 mois) méningite : 90%	24,308 enfants filles et garçons confondus ; soit 219% de la cible ont été vaccinés contre la rougeole parmi lesquels 20 099 contre la méningite.	Les rapports de campagnes de vaccination de la délégation provinciale de santé du Logone Oriental
Indicateur 1.3	Nombre de personnes ayant accès aux soins de santé de qualité	45,000 (22,950 femmes et 22,050 hommes)	45,000 (22,950 femmes et 22,050 hommes)	Registre de consultations
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		<p>[La grande variance <b>de 219% de couverture</b> soit 24,308 vaccinés contre 11,110 enfants cibles est justifiée particulièrement par les 3 raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le fait que l'estimation de la cible n'a pris en compte que les enfants de 9 mois à 5 ans, cependant que les activités de masse, ont touché les enfants vaccinés pour les 2 antigènes de 6 mois à 9 ans, ce qui est bien au-delà de ce groupe d'âge cible ;</li> <li>- Afflux continu des réfugiés durant la mise en œuvre</li> <li>- La relocalisation des réfugiés dans d'autres Zones de Responsabilités sanitaires (ZR) et les camps de réfugiés a considérablement influencé sur la cible des enfants à toucher par les 2 antigènes.</li> </ul> <p>En outre, l'atteinte de ce résultat a été rendue possible grâce à une utilisation optimale des vaccins (taux de perte &lt;8%), mais aussi parce que les vaccins et matériels d'injection approvisionnés sur fonds CERF ont rentabilisé les initiatives déjà prévues de vaccination de masse contre ces deux antigènes dans le cadre de la prévention contre les épidémies de méningite et la riposte contre l'épidémie de rougeole qui avait coïncidé avec le moment de la mise en œuvre.</p>		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 1.1	Achat de Kits de santé complet d'urgence inter-2015 (14), diarrhéique Kit 2015 (9), des troussees et des fournitures médicales (de la Division des approvisionnements de l'OMS)	Kits et matériels achetés par l'OMS		
Activité 1.2	Distribuer les kits sanitaires d'urgence 2015, diarrhéique Kit 2015, des médicaments essentiels, et des matériels médicaux techniques, consommables médicaux	Distribution faite par l'OMS		
Activité 1.3	Provision des vaccins contre la rougeole et la méningite ; et approvisionnement des MILDAs pour couvrir 11,110 enfants de moins de 5 ans.	UNICEF  24,250 doses de vaccins Méningite A et 28,600 doses de vaccins de rougeole mises à disposition de la		

		<p>Délégation sanitaire du Logone, y compris les matériels d'injection selon la cible pour les 2 antigènes.</p> <p>5,465 MILDS ont été achetées pour être distribuées en routine dans les zones ciblées dans les DS de Gore et de Baibokoum.</p>
Activité 1.4	Dotation d'établissements de santé génésique en matériel médical technique, des médicaments, des produits de santé reproductive, des fournitures de santé et des matériaux de protection	UNFPA 146 kits d'urgence de Santé de la Reproduction (de Kit 1 à 12) ont été achetés et déployés dans les 7 formations sanitaires ciblées précisées plus haut.]
Activité 1.5	Appui à la mise en œuvre d'une campagne de vaccination contre la rougeole et la méningite A dans tous les centres de santé abritant les réfugiés	<p>UNICEF</p> <p>Un appui technique visant à l'élaboration des micro plans de vaccination et un transfert de fonds (ont été apportés à la Direction Sanitaire Régionale (DSR) du Logone Oriental pour l'organisation de la campagne spéciale et couplée Rougeole et méningite dans les ZR ciblées de deux districts sanitaires à savoir les DS de Goré et de Baibokoum.</p> <p>Plus particulièrement les 2 campagnes ont été mises en place dans les 8 ZR ciblées au départ dans le micro plan accueillants les réfugiés (Begone, Bekan, Kabarongar, Bakaba, Yamodo, Soh, Oudoumia, Didanga,) ; et en plus dans 6 ZR (Begone, Peuleuh (Doholo), Bekan et Dossey) concernées par la relocalisation subséquente des réfugiées. Cette campagne couplée a permis de toucher 24,308 enfants de 6 mois à 9 ans contre la rougeole dont 20.099 enfants d'1 à 7 ans contre la Méningite.</p>

<b>Résultat 2</b>	Les femmes en âge de procréer, filles et hommes ont accès aux soins de santé de la reproduction de qualité (CPN, Accouchements assistés, Prise en charge des complications obstétricales, PTME, Planification familiale, PEC IST)			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre d'accouchement assisté	2,200	2 411	Rapport final du projet, RMA
Indicateur 2.2	Nombre de femmes utilisant les méthodes contraceptives modernes	2,063	2 060	Rapport final du projet, RMA
Indicateur 2.3	Nombre de références obstétricales	465	469	Rapport final du projet, RMA
Indicateur 2.4	Nombre de clinique mobile mise en place	1	1 clinique sur l'axe Goré-Bekan	Rapport d'activités CARE, Rapport du district sanitaire de Goré.
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	<p>Indicateur 2.1: Le résultat a dépassé la cible de départ par le seul fait que 9 sages-femmes ont été recrutées par les fonds supplémentaires de l'UNFPA permettant d'accroissement du nombre d'accouchements assistés.</p> <p>Indicateur 2.2 : En plus de contraceptifs oraux et injectables du kit 4, UNFPA a fournis d'autres contraceptifs supplémentaires payés par d'autres fonds. Ce qui a eu un impact positif jusqu'à atteindre les 2060 femmes.</p>			

		Indicateur 2.3: Pas d'explication particulière ici car 4 références supplémentaires sont dans la marge car l'écart n'est pas significatif.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Recrutement de 7 sages-femmes pour l'offre des services de santé génésique)	UNFPA en partenariat avec la Délégation Sanitaire du Logone Oriental à travers le District Sanitaire de Goré et avec CARE International
Activité 2.2	Renforcement du système de référence et contre référence (assurer le fonctionnement de l'ambulance de district sanitaire de Goré et Mbaibokum) pour le transport et la gestion des complications obstétricales entre les centres de santé et l'hôpital de district	UNFPA en partenariat avec la Délégation Sanitaire du Logone Oriental à travers le District Sanitaire de Goré et avec CARE International
Activité 2.3	Organisation d'une session d'orientation des ressources humaines recrutées sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU, prise en charge syndromique des infections sexuellement Transmissibles, PTME et sur la technologie contraceptive)	Organisée par CARE International

<b>Résultat 3</b>	44,000 personnes seront sensibilisées sur les avantages des thématiques de santé sexuelle et reproductive			
Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 3.1	Nombre des hommes sensibilisés sur les thématiques de santé sexuelle et reproductive	19 800	24 568	Rapports d'Activités du projet
Indicateur 3.2	Nombre des femmes sensibilisées sur les thématiques de santé sexuelle et reproductive	24 200	34 600	Rapports d'Activités du projet
Indicateur 3.3	Nombre des femmes enceintes sensibilisées et ayant acceptées le dépistage du VIH	385	1 017	Rapports Mensuelles d'Activités des Formations sanitaires (RMA), Rapport de CARE International
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	En ce qui concerne le résultat 3 la variance des indicateurs se justifie par un ajustement de planification "ex ante" impliquant les bénéficiaires. Au cours d'une séance portant sur la mise en œuvre et les zones ciblées, il avait, de commun accord avec les leaders communautaires, autres représentants des bénéficiaires, été décidé d'étendre les sensibilisations (porte à porte et de masse) dans 20 villages environnants les camps des réfugiés et villages hôtes au lieu de 5 villages préalablement ciblés.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Formation des leaders religieux et des intermédiaires communautaires sur les connaissances fondamentales en santé maternelle et néonatale	Formation Organisée par CARE International		
Activité 3.2	Formation des agents de santé communautaire et des membres des associations féminines et de la jeunesse sur les techniques de communication pour le changement de	CARE International 2 sessions de formation ont été organisées sur les SONU, prise en charge syndromique des infections sexuellement Transmissibles, PTME et sur la technologie contraceptive		

	comportement et Notions de base en Santé sexuelle et reproductive	au profit de sages-femmes et autre personnel médical des formations sanitaires de Goré y compris celles de 7 formations sanitaires ciblées.
Activité 3.3	Développement des outils IEC en santé sexuelle et reproductive	UNFPA et CARE international Certains outils adaptés ont été développés UNFPA pour accompagner la mise en œuvre d'un ensemble d'activités coordonnées sensibilisant des groupes (femmes enceintes et femmes allaitantes, jeunes et adolescentes,...), fournissant des informations éduquant dans le but de les aider à changer de comportement ou à faciliter l'adoption de comportements bénéfiques à la SSR et PF ( boites à image sur la promotion des méthodes de planification familiale, signe de danger de la grosse, port de préservatifs,...).

<b>Résultat 4</b>	19,250 soit 35% des adolescents et jeunes ont accès aux services complets de santé sexuelle et reproductive et sensibilisés sur diverses thématiques en santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 4.1	Nombre des centres d'écoute et d'orientation (Espace amis des jeunes) des adolescentes et jeunes fonctionnels avec du personnel et du matériel pour délivrer les services de Santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.	3	3 centres d'écoute et d'orientation (Espace amis des jeunes) équipés des adolescentes et jeunes fonctionnels ont été créés et sont fonctionnels à Bekan, Bessao et Don	Rapport d'activités
Indicateur 4.2	Nombre des adolescents et des jeunes sensibilisés sur les thématiques de santé sexuelle et reproductive et services existant	19 250	19 312	Rapports d'Activités du projet
Indicateur 4.3	Nombre des adolescents et des jeunes pris en charge dans les centres d'écoute et d'orientation (Espaces amis des jeunes)	2 310	2 318	Rapports d'Activités du projet
Indicateur 4.4	Nombre des adolescents et jeunes référés vers les centres pour une prise en charge spécifique (établissement de santé)	812	852	Rapports d'Activités du projet
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Les 3 animateurs recrutés des centres d'écoute ont mis sur place une stratégie d'action de sensibilisation en masse et de porte à porte des adolescentes et jeunes qui a suscité une affluence de ces jeunes, justifiant les résultats de tous les indicateurs du résultat 4.			
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 4.1	Création de 3 centres d'écoute et d'orientation des adolescents et jeunes (Espaces amis des jeunes)	3 centres créent dans les villages hôtes des réfugiés à Bekan, Bessao et Don par CARE International		
Activité 4.2	Formation des adolescents et des jeunes (Pairs éducateurs) sur le paquet minimum d'activités SRAJ dans les centres d'écoute et d'orientation	Formation Organisée par CARE International		
Activité 4.3	Développement des outils IEC/adolescents et jeunes en santé sexuelle et reproductive	Outils Information, Education et Communication (IEC) développés par UNFPA		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Phase de conception et planification de projet :

Dès sa conception ce projet CERF UFE faisait réponse entre autres à une demande formulée par les autorités locales du fait de l'afflux massif de population au sud du pays. Des missions conjointes d'exploration ont été menées et la participation des populations affectées a été prise en considération dans l'élaboration du projet. Au début, dès l'afflux des réfugiés et surtout le début du projet, les populations hôtes (villages ayant accueilli les réfugiés CAR) les leaders locaux et autorités administratives et sanitaires locales concernés de la Nya Pende (Goré) ont été impliqués dans l'évaluation de leurs besoins réels. C'est grâce aux consultations avec ces derniers et la coordination avec le UNHCR et le district sanitaire de Goré que les 7 formations sanitaires (FOSA) ont été retenues car ayant accueilli les réfugiés relocalisés.

### B) Phase de mise en œuvre :

Lors de la mise en œuvre de ce projet, les populations touchées ont été impliquées à travers : a) leur participation active lors de la mobilisation sociale ; b) l'implication des leaders traditionnels des zones touchées par l'afflux des réfugiés dans la mobilisation sociale pour cette campagne et enfin, c) lors du lancement de la campagne en présence des autorités traditionnelles et des populations hôtes et des réfugiés

### C) Suivi et évaluation :

Dans le cadre du HACT, 3 missions de visites programmatiques ont été exécutées par les staffs d'UNICEF, en plus des visites pour participer à des réunions de coordination et/ou aussi dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la campagne couplée contre la rougeole et la méningite dans les zones de responsabilités couvertes. Au cours de l'ensemble de ces visites, la participation des bénéficiaires, aussi bien les réfugiés que les populations hôtes, a été prise en compte.

Au cours de la mise en œuvre, 4 missions de visites sur le terrain ont été réalisées par UNFPA avec les responsables des réfugiés, les leaders communautaires, différents groupes des bénéficiaires (femmes, adolescentes et jeunes,) pour le suivi des activités. Après des réunions de consultation, séances d'échanges sur la satisfaction individuelle et collective des bénéficiaires en rapport avec les activités mises en œuvre, des réajustements adaptés ont été décidés de commun accord ce qui a permis l'atteinte de ces résultats escomptés ci-haut

## 7. Transferts monétaires

### 7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteint
Non	Non

**7.b Veuillez préciser ci-dessous les paramètres de la/des modalité(s) de transfert monétaire.** Si plus d'une modalité a été utilisée dans le projet, veuillez remplir des lignes séparées pour chaque modalité. Veuillez indiquer **la valeur estimée de l'argent** qui a été transféré aux personnes assistées par le biais de chaque modalité (meilleure estimation de la valeur de l'argent et / ou coupon, hors coûts de livraison associés). Veuillez-vous reporter au guide et aux exemples ci-dessus.

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.

	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.

*Information supplémentaire (facultatif)*  
[Ajoutez texte ici]

*Please briefly explain why each CBI modality has been selected and add a brief description of the delivery setup including the role of partners.*

### 8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?

#### OMS

Une évaluation formelle du projet n'a pas été planifiée. Cependant, les données de routine recueillies sur le terrain ont été utilisées pour évaluer les résultats prévus.

Le suivi de la mise en œuvre des activités a été effectué par des missions de supervision. Lors des supervisions nous avons pu constater que les 8 (Begone, Bekan, kaborongar, bekaba, yamodo, Soh, Oudoumia, Didanga, Hôpitaux de Goré et de Mbaibokoum) ont été approvisionnés et les malades prises en charge.

#### UNICEF

Ce projet n'a pas fait l'objet d'une évaluation spécifique hormis les missions de suivi et supervision et l'évaluation rapide avant la mise en œuvre signalées au point 7.

En outre, il est à noter qu'à travers ce financement nous avons pu renforcer la coordination au sein de la communauté humanitaire car la conception du projet et sa mise en œuvre ont impliqué les différents acteurs à travers les réunions de coordination et d'évaluation de la campagne. Il faut noter l'appui non négligeable de plusieurs partenaires pour la réussite de cette campagne, notamment Agence de Développement Economique et Sociale (ADES), Médecins Sans Frontières France (MSF), Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et Mentor Initiative.

#### UNFPA

Une évaluation "ex post" est prévue de finalisation et toutes les conclusions et rapports seront partagés.

ÉVALUATION EFFECTUÉE

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**g. Rapport du Projet 18-RR-CEF-045,18-RR-WFP-027 - UNICEF, WFP**

1. CERF information du projet			
1. Agence:	UNICEF WFP	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition - Nutrition	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-CEF-045 18-RR-WFP-027
5. Titre du projet:	Renforcement de la prise en charge et de la prévention de la malnutrition en réponse à l'afflux des réfugiés de RCA au sud du Tchad		
6.a Date de début de mise en œuvre :	06/03/2018 (UNICEF) 06/03/2018 (WFP)	6.b Date de fin de mise en œuvre :	05/09/2018 (UNICEF) 05/09/2018 (WFP)
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 12)	
<b>7. Financement</b>	a. Montant total des besoins :		US\$ 3,904,435
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 1,160,537
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 509,837
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution		<b>US\$ 168,543</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		US\$ 78,655 US\$39,820 WFP US\$ 50,068 US\$ 0

**2. Résultats Obtenus**



Le projet a permis de répondre aux besoins des populations réfugiées et des populations hôtes ciblés à travers le renforcement de la prise en charge et la prévention de la malnutrition. 45 agents de santé et intervenants communautaires ont été formés sur le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère (PCIMAS) et 96 sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et jeune enfant (ANJE) (55 agents de santé et 41 intervenants communautaires). 7 nouvelles unités nutritionnelles ambulatoires ont été ouvertes et ont bénéficié d'un approvisionnement régulier en intrants nutritionnels permettant la prise en charge de 700 enfants malnutris sévères. Des campagnes de dépistage de masse ont été réalisées afin de permettre une identification précoce des cas de malnutrition dans les communautés et leur référencement vers les centres de santé pour une prise en charge. Ainsi, 46,007 enfants de 6-59 mois ont été dépistés avec 1,450 cas de malnutrition aigüe sévère (soit un taux de 3,1%). Les cas d'enfants MAS ont été référés vers les unités nutritionnelles ambulatoires pour être pris en charge. Des sensibilisations sur les actions essentielles en Nutrition ont été organisées et ont touché 7,580 personnes. Le suivi des activités a été renforcé grâce à la tenue régulière des réunions de coordination dans les délégations sanitaires régionales et la conduite de missions conjointes de supervision.

En outre, 3 269 (enfants 1 838 filles et 1 431 garçons) et 1 757 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle pendant 3 mois. Egalement 2 858 enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée ont été admis dans des programmes ciblés de supplémentation alimentaire pour prévenir. Qu'ils ne basculent dans une situation de malnutrition sévère. L'assistance a atteint plus d'enfant que prévu du fait des cliniques mobiles rendant plus accessible les services et stimulant la demande.

### 3. Modifications

N/A

### 4. Personnes atteintes

**4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).**

	Femmes			Hommes			Total		
	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total	Enfants (< 18)	Adultes (≥ 18)	Total
<b>Prévus</b>	2,938	2,305	<b>5,243</b>	2,712	50	<b>2,762</b>	5,650	2,355	<b>8,005</b>
<b>Atteint</b>	1,757	5,925	<b>7,682</b>	333	<b>2,776</b>	<b>3,109</b>	2,090	8,701	<b>10,791</b>

**4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF**

<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de bénéficiaires (prévu)</b>	<b>Nombre de bénéficiaires (atteint)</b>
<i>Réfugiés</i>	4,567	5,026
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>		
<i>Population d'accueil</i>	3,438	5,765
<i>Autres personnes touchées</i>		
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>	<b>8,005</b>	<b>10,791</b>

<i>En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plait :</i>	Plus de personnes que ciblées ont été assistées en raison des campagnes de sensibilisation des adultes sur les pratiques d'ANJE et des cliniques mobiles qui ont permis un accès facile aux services par les populations.
--	---

## 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Renforcer la prise en charge et la prévention de la malnutrition chez les Nouveaux réfugiés et les populations hôtes touchés par la crise RCA
---------------------------	---

<b>Résultat 1</b>	La prise en charge de qualité de 2,367 enfants au sein des réfugiés et des populations hôtes souffrant de malnutrition aiguë modérée et sévère est assurée			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Pourcentage de formation sanitaire ayant connu une rupture stock en RUTF d'au moins deux semaines	< 10%	8.7% (Sur 23 structures, UNA et UNT, seules l'UNT de Moissala et l'UNA du site de Dodinda ont signalé une rupture de stock en ATPE d'une semaine au mois d'Août 2018)	Rapport mensuel d'activités des UNA et UNT
Indicateur 1.2	Nombre d'agents de santé ayant de capacités renforcées sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère	51	45 agents de santé des districts sanitaires de Gore et de Mbaibokoum ont été formés sur la PCIMAS	Listes de présence, rapport de formation
Indicateur 1.3	Nombre des enfants de moins de cinq ans avec MAS pris en charge dans les structures appuyées	700	700 enfants MAS ont été pris en charge dans les structures appuyées	Rapports mensuels, base de données PCIMAS
Indicateur 1.4	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée admis dans des programmes ciblés de supplémentation alimentaire	1 667 ((850 garçons et 817 filles))	2 858 (1 345 garçons et 1 513 filles)	Rapport de distribution
Indicateur 1.5	Tonnage de produits nutritionnels (Plumpy Sup) distribués	15 MT	18 MT	Rapport de distribution
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Le PAM était en charge de l'achat de 15 mt de Plumpy Sup (indicateur 1.5) et sa distribution à 1 667 enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée admis dans des programmes ciblés de supplémentation alimentaire (indicateur 1.4). Etant donné, les conditions favorables de marché, le PAM a pu acheter plus de vivres que ceci n'ait été prévu dans la proposition. Ainsi, le montant alloué par le CERF et la réduction des coûts de transport ont permis d'acheter 18 mt de Plumpy afin d'assister plus d'enfants (2 858)			
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 1.1	Achat et livraison des intrants (700 cartons d'ATPE, 100 de F100, 100 de F75) pour le traitement de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS)	UNICEF 700 cartons d'ATPE, 100 de F100, 100 de F75 et des médicaments ont été achetés et livrés pour le traitement de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS)		

Activité 1.2	Formation de 21 agents de santé sur le protocole de prise en charge de la MAS	UNICEF 25 agents de santé (dont 8 femmes) et 20 agents communautaires (dont 2 femmes) ont été formés sur la prise en charge de la malnutrition aigüe. A ce jour, 7 nouvelles UNA sont fonctionnelles
Activité 1.3	Organisation des activités de dépistage communautaire et suivi des enfants MAS et MAM	UNICEF et partenaires 6 campagnes de dépistage actif dont 3 dans le district sanitaire de Goré et 3 autres dans celui de Bessao ont été organisées en juillet, août et septembre 2018. Au total 46,007 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés dont 1,450 MAS (PB<115 mm), 6,523 MAM (115mm=<PB<125mm) et 38,034 enfants sains (PB>=125 mm).
Activité 1.4	Organisation de mission conjointe de suivi des activités avec les autorités sanitaires	UNICEF et autorités sanitaires 13 missions conjointes ont été réalisées pour le suivi des activités. Lors de ces missions, un appui technique a été apporté dans les centres de santé ainsi que des recommandations prises pour l'atteinte des résultats.
Activité 1.5	Renforcement des mécanismes de coordination dans les délégations régionales	UNICEF 4 réunions de coordination ont été organisées dans la région du Mandoul et 1 dans celle du Logone oriental. Ces cadres de concertation ont permis de présenter l'évolution du projet, de faire l'analyse et la validation des données de prise en charge de la malnutrition aigüe.
Activité 1.6	Achat de 15 MT de Plumpy Sup pour le traitement de la malnutrition aigüe modérée	PAM
Activité 1.7	Prise en charge des bénéficiaires identifiés au sein des centres de santé ou dans les cliniques mobiles	PAM, Association pour le Développement Economique et Social (ADES)

<b>Résultat 2</b>	L'état nutritionnel des enfants de 6 à 23 mois, des 2,280 femmes enceintes et allaitantes affectés par la crise centrafricaine est maintenu ou amélioré à travers une supplémentation nutritionnelle préventive.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre d'enfants de 6-23 mois ayant reçu une assistance nutritionnelle	3 283 (1 477 garçons et 1 806 filles)	3,269 (1,431 garçons et 1,838 filles)	Rapport de distribution
Indicateur 2.2	Nombre de femmes enceintes ou allaitantes ayant reçu une assistance nutritionnelle	2 280	1,757	Rapport de distribution
Indicateur 2.3	Quantité de suppléments nutritionnels (SuperCereal Plus, SuperCereal et huile végétale) distribué	78.04 MT	75.72 MT (41.04 MT Supercereal, 5.13 MT d'huile et 29.55 MT de Supercereal plus)	Rapport de distribution
Indicateur 2.4	Nombre d'enfants qui ont bénéficié du déparasitage et/ou de la supplémentation en Vitamine A	3 283 (1608 garçons et 1675 filles) + cible UNICEF de 650	3 283 enfants ont reçu de la vitamine A et du mebendazole pour le déparasitage	Rapports de campagne de supplémentation
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>	Les fonds du CERF ont permis d'acheter 75.72 mt de compléments nutritionnels (soit 41.04 mt de Supercereal, 29.55 mt de Plumpy sup et 5.13 mt d'huile végétale).			

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Achat de 29.04MT de SuperCereal Plus, 44 MT de SuperCereal et 5 MT d'huile végétale pour la prévention de la malnutrition aiguë	PAM
Activité 2.2	Identification des enfants et des femmes enceintes et allaitantes éligibles au sein des villages d'accueil et camps de réfugiés	PAM, l'ONG STOP PALU
Activité 2.3	Distribution de suppléments nutritionnels pour les enfants de 6-23 mois et les femmes enceintes et allaitantes	PAM, l'ONG STOP PALU
Activité 2.4	Déparasitage au mebendazole (11-59 mois) et supplémentation avec la Vitamine A (6-59 mois)	3 283 enfants ont été déparasités lors de la campagne couplée de supplémentation en Vitamine A et de déparasitage

<b>Résultat 3</b>				
Les bonnes pratiques d'alimentation des Nourrissons et des jeunes enfants (ANJE) et d'allaitement maternel sont améliorées.				
Indicateurs	Description	Cible	Atteint	Source de vérification
Indicateur 3.1	% personnes (homme/femme) ayant été sensibilisées sur les pratiques d'Actions Essentielles en Nutrition	60% (xxxx femmes)	Plus de 100 % 7,580 personnes (1,420 femmes enceintes, 1,791 femmes allaitantes, 2,686 autres femmes et 1,683 hommes) ont été sensibilisés sur les pratiques d'Actions Essentielles en Nutrition	Rapport d'activités communautaire, registre communautaire
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Plus 100 % de la cible pour la sensibilisation sur les pratiques d'ANJE a été atteinte du fait qu'elle a concerné l'ensemble de la population aussi bien population hôte que réfugiée avec l'intensification des activités communautaires.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du Nourrisson et du jeune enfant	UNICEF, PAM  Les activités de promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ont été mises en œuvre dans les districts sanitaires de Moissala, Bessao et Gore après la tenue de la formation des agents de santé sur l'ANJE et celui des relais communautaires sur les pratiques d'Actions Essentielles en Nutrition (7,580 personnes touchées)		
Activité 3.2	Formation du personnel de santé (51) en counseling en ANJE et des relais communautaires (54) en AEN	UNICEF, PAM 55 agents de santé dont 11 femmes (34 pour les districts sanitaires de Gore et Bessao et 21 pour celui de Moissala) ont été formés sur le counseling en ANJE. 41 relais communautaires (7) femmes des districts sanitaires de Gore et de Moissala ont été formés sur la promotion des actions essentielles de nutrition.		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Project design and planning phase:

Les besoins pour la mise en œuvre de ce projet ont été identifiés à la suite d'évaluations conjointes réalisées par le PAM, l'UNICEF et UNHCR avec la participation des ONG ADES et INTERSOS. Les données de routine collectées au niveau des structures de santé ont également contribué à l'estimation des besoins. Les données collectées et les activités à mettre en œuvre ont été présentées aux différentes autorités pour leur implication effective. Avant la mise en œuvre du projet, les autorités locales et les leaders des réfugiés ont été consultés. Les rencontres ont permis d'exprimer les besoins les plus urgents pour l'assistance humanitaire. De plus, les informations des structures sanitaires ont été analysées pour déterminer les zones prioritaires

### B) Project implementation phase :

La réponse aux besoins identifiés a été réalisée aussi bien dans les formations sanitaires qu'au niveau communautaire. Les relais communautaires ont mené les activités de dépistage et le référencement des cas de malnutrition vers les centres de santé, la réalisation des activités de prévention et le suivi à domicile des enfants malnutris. Egalement le PAM a travaillé avec son partenaire coopérant (ADES) pour mettre en œuvre le programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les centres de santé / structures sanitaires. Les relais communautaires étaient issus des populations ciblées ce qui a contribué à une bonne mise en œuvre du programme y compris des activités de sensibilisation et de dépistage visant à informer leur communauté.

### C) Project monitoring and evaluation:

Les activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet ont fait l'objet de rapportage régulier. Pendant les missions de suivi, les bénéficiaires ont été rencontrés et des échanges ont été tenus sur la mise en œuvre des activités. Au cours des rencontres mensuelles de coordination, les résultats (rapport) ont été partagés avec les différentes parties prenantes. Les relais communautaires ont aussi collecté des données sur la mise en œuvre du projet. Ces informations étaient incluses dans les rapports mensuels de suivi et évaluation.

## 7. Transferts monétaires

### 7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteint
Non	Non

**7.b Please specify below the parameters of the CBI modality/is used.** If more than one modality was used in the project, please complete separate rows for each modality. Please indicate the estimated **value of cash** that was transferred to people assisted through each modality (best estimate of the value of cash and/or vouchers, No including associated delivery costs). Please refer to the guidance and examples above.

CBI modality	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.

Information supplémentaire (facultatif)

[Ajoutez texte ici]

Please briefly explain why each CBI modality has been selected and add a brief description of the delivery setup including the role of partners.

### 8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?

UNICEF

Le suivi de la mise en œuvre des activités du projet a été effectué à travers les missions conjointes organisées dans les zones d'intervention. Ces missions ont servi d'opportunités pour la transmission d'orientations aux agents de sante sur le protocole de prise en charge de la malnutrition et la gestion des intrants. Les données nutritionnelles ont été présentées et validées aux réunions de coordination

PAM

Il n'y a pas eu d'évaluation au cours de la mise en œuvre du projet. Cependant le PAM et l'Unicef ont suivi de près l'évolution de la situation nutritionnelle notamment avec le dépistage nutritionnel au MUAC.

En avril 2018, le PAM, le HCR et l'Unicef ont conduit le dépistage nutritionnel chez les enfants issues de la population hôte et des ménages des réfugiés centrafricains récemment arrivés au Tchad. Selon les résultats, la prévalence de la malnutrition aigüe modérée est de 10,1% chez les réfugiés et de 9% au sein de la population locale. La prévalence de la malnutrition aigüe sévère est de 2,6% chez les familles réfugiées et de 3,1% des enfants tchadiens. L'information a été partagé avec les partenaires pour raffiner le plan de réponse.

ÉVALUATION EFFECTUEE

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

## h. Rapport du Projet 18-RR-WFP-025 - WFP

1. CERF information du projet			
1. Agence:	WFP	2. Pays:	Chad
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Coordination and Support Services - Common Humanitarian Air Services	4. Code du projet CERF(CERF) :	18-RR-WFP-025
5. Titre du projet:	Appui aux services aériens au profit de la communauté humanitaire répondant à la crise d'afflux de réfugiés centrafricains		
6.a Date de début de mise en œuvre :	05/03/2018	6.b Date de fin de mise en œuvre :	04/09/2018
6.c. Extension sans coûts	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Etat du projet CERF (Y compris la date de l'extension sans coûts)	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé (Si non, veuillez préciser dans la section 12)		
7. Financement	a. Montant total des besoins :		US\$ 771,411
	b. Montant total du financement reçu :		US\$ 497,825
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 227,825
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 0
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Partenaires gouvernementaux</li> <li>▪ Partenaires ONG Internationale</li> <li>▪ Partenaires ONG Nationale</li> <li>▪ Croix Rouge/Croissant Rouge</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>US\$ 0</li> <li>US\$ 0</li> <li>US\$ 0</li> <li>US\$ 0</li> </ul>

2. Résultats Obtenus
<p>Face à l'urgence des nouveaux déplacements de réfugiés de la RCA, l'UNHAS a augmenté le nombre de vols entre N'Djamena et Moundou à deux fois par semaine et à Sarh une fois par semaine. Un site supplémentaire à Moissala, dans le sud du pays, a été ouvert pour permettre de répondre à l'afflux d'environ 30 000 réfugiés de la République centrafricaine.</p> <p>UNHAS a été contacté 53 fois pour assurer des évacuations médicales et la relocalisation pour des raisons de sécurité - UNHAS a répondu à toutes les demandes en organisant un vol le jour même ou dans les prochaines 24 heures. Compte tenu de demande élevés par les usagers, UNHAS exploite une flotte d'un avion de taille moyenne Emb135 jet utilisé pour la destination de longue distance desservant les zones de sud. Dans le cadre des activités, UNHAS a facilité la mission spéciale du directeur régional de l'Unicef lors de sa tournée à Moundou et Moissala.</p> <p>De plus, l'UNHAS a assuré plusieurs fois le transport des cargaisons. Il s'agissait surtout de matériels médicaux, de vivres, des matériels d'enregistrements des données pour les réfugiés ou des cartes des bénéficiaires. L'ensemble des produits ont facilité les distributions des différents partenaires : UNHCR, PAM, UNDP, MSF, IRC, OIM et RET.</p>

### 3. Modifications

Les objectifs fixés pour les résultats attendus sont atteints, malgré les réservations tardives, les problèmes techniques, conditions météorologiques, connexion de routine opérationnelle manquée ou maladie de l'équipage.

### 4. Personnes atteintes

4a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et âge).

	Female			Male			Total		
	Girls (< 18)	Women (≥ 18)	Total	Boys (< 18)	Men (≥ 18)	Total	Children (< 18)	Adults (≥ 18)	Total
Prévus									
Atteint			N/A			N/A			N/A

4b. Profil des personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF

Catégorie	Nombre de bénéficiaires (prévu)	Nombre de bénéficiaires (atteint)
Réfugiés		
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		
Population d'accueil		
Autres personnes touchées		
<b>Total (identique au total figurant au point 4a)</b>		N/A
<i>En cas de différence extrême entre bénéficiaires prévus et atteints, nombre total, âge, genre ou catégorie de distribution, expliquez les raisons s'il vous plaît :</i>	N/A	

### 5. Cadre des résultats du projet CERF

<b>Objectif du projet</b>	Assurer aux ONG, agences des Nations Unies, organisations du corps diplomatique/partenaires financiers et autres groupements, un accès sans risque, efficace et efficient auprès des bénéficiaires et sites d'opération humanitaires dans le cadre de la réponse à la crise d'afflux de réfugiés centrafricains
---------------------------	---

<b>Résultat 1</b>	Fourniture d'un service aérien fiable et répondant aux besoins des usagers est assurée			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 1.1	Une grille de vols hebdomadaires qui réponde aux besoins de la communauté	Satisfaire au moins 95% des demandes de réservation reçues.	95%	Enquête de satisfaction des usagers



	humanitaire est élaboré et adapté aux besoins			
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Au cours de la mise en œuvre du projet, UNHAS a pu satisfaire 95% des demandes de réservations reçus. Il n'a pas été possible d'atteindre plus en raison de réservations tardives, les problèmes techniques, conditions météorologiques, connexion de routing opérationnelle manquée ou maladie de l'équipage.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 1.1	Mettre à jour la grille de vols et annoncer les vols ad hoc lorsque cela est nécessaire afin de répondre aux demandes de réservation émises par les usagers	PAM/ UNHAS		
Activité 1.2	Affecter l'aéronef approprié en réponse aux effectifs des passagers par rapport à d'autres facteurs tels que les poids des charges	PAM/ UNHAS		

<b>Résultat 2</b>	Passagers et cargaisons légères (fournitures médicales, vivres à haute teneur énergétique, équipements de technologie de l'information et de la communication, etc.) sont transportés.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 2.1	Nombre moyen de passagers transportés par mois	450	602	Rapport mensuel
Indicateur 2.2	Tonnage moyen de cargaison transporté par mois	2 mt	1.73 mt	Rapport mensuel
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Le dépassement du nombre moyen de passagers est dû à des demandes de vols spéciaux et l'ouverture de nouvelles destinations. Pour ce qui relève du tonnage moyen, l'indicateur a été atteint en partie. Le tonnage transporté par UNHAS dépend du besoin des usagers.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 2.1	Traitement des demandes de réservation provenant des usagers	PAM/ UNHAS		
Activité 2.2	Planification de l'utilisation de la flotte en fonction du calendrier de vols et des demandes spécifiques (Notamment pour les vols ad hoc)	PAM/ UNHAS		
Activité 2.3	Traitement des demandes de mouvement de cargaison légère	PAM/ UNHAS		

<b>Résultat 3</b>	Des évacuations médicales et sécuritaires pour la communauté humanitaire sont assurées.			
<b>Indicateurs</b>	<b>Description</b>	<b>Cible</b>	<b>Atteint</b>	<b>Source de vérification</b>
Indicateur 3.1	Evacuations médicales facilitées	100%	100%	Rapport mensuel
<b>Explication du résultat et de la variance des indicateurs :</b>		Durant la mise en œuvre du projet, 100% d'évacuations médicaux requises (53 demandes) ont été effectuées.		
<b>Activités</b>	<b>Description</b>	<b>Mise en œuvre par</b>		
Activité 3.1	Réaction aux requêtes	PAM/ UNHAS		

## 6. Responsabilité à l'égard des populations touchées

### A) Phase de conception et planification de projet :

L'introduction du système de vol ad hoc peut être activé en fonction des besoins. Le système ad hoc fonctionne de la même manière que l'utilisation du service est déterminée selon l'exigence réelle des acteurs humanitaires. Les demandes sont envoyées au bureau d'UNHAS pour l'évaluation et la planification, optimisant ainsi l'utilisation des biens.

L'UNHCR et l'Unicef sont les agences qui sollicitent plus des vols ad hoc dans le cadre des activités humanitaires.

UNHAS met à jour le grille de vols hebdomadaires et annonce les vols ad hoc lorsque cela est nécessaire afin de répondre aux demandes de réservation émises par les usagers des vols humanitaires. Dans le cas où les vols n'ont pas eu lieu pour des raisons technique, météorologique ou opérationnelle, UNHAS envoie un mail et contacte les points focaux pour leur expliquer les raisons d'annulations de vols dans tels ou tels destinations. UNHAS propose alors un plan de récupération en réponse aux effectifs des passagers par rapport aux facteurs causés. Ceci peut entraîner la révision de la grille de vols, du fait d'accroître ou réduire le nombre de vols sur certains itinéraires selon la demande de réservation faite par les passagers.

### B) Phase de mise en œuvre :

Des réunions de groupes d'utilisateurs ont eu lieu à N'Djamena, ainsi qu'une réunion du comité directeur. De cette manière, UNHAS Tchad engage constamment la communauté humanitaire dans le processus de prise de décision afin d'améliorer l'efficacité du service commun et de répondre aux besoins de la communauté des utilisateurs.

### C) Suivi et évaluation :

Une enquête de satisfaction relative à l'accès a été réalisée en mai 2018. Vingt-six organisations humanitaires ont exprimé le besoin d'établir la connexion entre N'Djamena et Moissala, dans la région du Moundou, afin de permettre un accès plus rapide de la communauté humanitaire aux sites de mise en œuvre au lieu de se déplacer via Sarh.

## 7. Transferts monétaires

### 7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteint
Non	Non

**7.b Please specify below the parameters of the CBI modality/is used.** If more than one modality was used in the project, please complete separate rows for each modality. Please indicate the estimated **value of cash** that was transferred to people assisted through each modality (best estimate of the value of cash and/or vouchers, No including associated delivery costs). Please refer to the guidance and examples above.

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Conditionnalité	c. Restriction
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément. Choisissez un élément.
	US\$	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.	Choisissez un élément.

Information supplémentaire (facultative)

N/A

Please briefly explain why each CBI modality has been selected and add a brief description of the delivery setup including the role of partners.

## 8. Ce projet a -t-il été évalué ou il y a -t-il une évaluation en cours ?

UNHAS n'a pas menée d'évaluation spécifique à l'opération de réponse rapide au sud.

Cependant, une mission de suivi de ECHO effectuée en janvier 2018 a conclu que l'efficacité du projet était en ligne avec les besoins humanitaires. Le service est efficace avec 97% des passagers provenant d'organisations qui mettent en œuvre le HRP, tandis que 100% des partenaires sont enregistrés auprès de UNHAS. En outre, 95% des réservations de passagers ont été desservies au cours de la période de référence. Le coût total d'exploitation d'UNHAS est cohérent avec le suivi régulier du recouvrement des coûts auprès des partenaires et l'amélioration de la rentabilité des opérations grâce à l'optimisation du calendrier des vols.

Le projet répond à des besoins manifestes en cohérence avec le plan de réponse humanitaire. Les observations suivantes ont été identifiées lors de l'évaluation de l'assurance qualité effectuée par l'unité Aviation du PAM :

- i. Aucun registre des risques aéronautiques consolidé n'a été établi - Cela a été fait et fermé ;
- ii. L'approbation par l'ADAC de l'opération UNHAS Tchad n'a pas encore été officialisée – Un protocole d'accord a été signé avec le ministère du Plan couvrant 2018 ;
- iii. Les documents de UNHAS Tchad n'ont pas été complètement contextualisés pour la zone d'opération - Le programme de sécurité de l'aviation, le SAOP et le plan d'intervention en cas d'urgence de l'aviation ont été examinés ;
- iv. L'opérateur de suivi de vol basé à N'Djamena ne parle pas couramment l'anglais - Un nouvel opérateur radio maîtrisant l'anglais a été recruté en mai 2018 pour renforcer l'équipe dans la salle de radio suivi ;
- v. Réhabilitation de la piste de Moissala ;
- vi. Performance ponctuelle inadéquate - La performance ponctuelle est passée de 60% à 80% à partir de mars 2018.

ÉVALUATION EFFECTUEE

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

## ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
18-RR-HCR-015	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	NNGO	\$1,385,605
18-RR-HCR-015	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	NNGO	\$104,475
18-RR-HCR-015	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	INGO	\$57,764
18-RR-WFP-026	Food Assistance	WFP	NNGO	\$16,326
18-RR-WFP-026	Food Assistance	WFP	NNGO	\$98,538
18-RR-FAO-012	Food Assistance	FAO	NNGO	\$42,908
18-RR-CEF-041	Education	UNICEF	GOV	\$1,418
18-RR-CEF-042	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$2,203
18-RR-CEF-042	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	NNGO	\$249,133
18-RR-CEF-042	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	INGO	\$26,909
18-RR-CEF-043	Protection	UNICEF	NNGO	\$153,870
18-RR-CEF-043	Protection	UNICEF	GOV	\$5,366
18-RR-FPA-016	Protection	UNFPA	INGO	\$98,763
18-RR-FPA-017	Health	UNFPA	INGO	\$141,257
18-RR-CEF-044	Health	UNICEF	GOV	\$53,053
18-RR-CEF-045	Nutrition	UNICEF	GOV	\$44,672
18-RR-CEF-045	Nutrition	UNICEF	GOV	\$33,983
18-RR-CEF-045	Nutrition	UNICEF	INGO	\$39,820
18-RR-WFP-027	Nutrition	WFP	NNGO	\$50,068

## ANNEXE 2: Histoire de réussite

### They fled Central African Republic...

(Available online: <https://medium.com/@NathalieMagnien/they-fled-central-african-republic-5652a0a986c8> )

In a few days between the end of 2017, beginning of 2018:

- Mballa village, south of Chad, population: 3,669 people.
- Number of refugees: more than 2,000.

The number of refugees depicts a tragic new chapter in the history of the Central African Republic. The World Food Programme (WFP) is providing emergency food assistance. Most of those who fled the recent fighting in the CAR are happy to be safe and alive, but they have nothing left. Families have been separated: men and women unsure of the whereabouts of their spouses. The majority here are women, alone with their children. Many are sleeping outside under the shade of mangos trees.

Laura arrived in Chad at the end of December 2017 with her five kids. The youngest, Estar, is only 5 months old. She doesn't know where her husband is since a group of Seleka fighters, one of CAR's armed militias, attacked their village. She received highly nutritious biscuits for the kids, but food is scarce. She will be able to receive more food assistance from WFP using the voucher modality once UNHCR registers her as a refugee.

For the host community it's a heavy burden but Djana, the village chief, and Isidore, his secretary, are willing to ensure a peaceful coexistence between refugees.

Issoufa, 56 years old, was a tailor and taught in a koranic school in his village. When suspected Anti Balaka militia attacked his village, he fled across the border to Chad. He left everything behind. A local trader gave him some rice for his 7 kids. "In Chad, I feel safe for my family"

Laouan Kola, father of 12, shared the fate of many herders whose cattle has been stolen in CAR. He lost everything. Pastoralists have lost all their livestock in CAR.

- Doholo Camp, south of Chad: 2 881 refugees.
- In a few days the figures increased to more than 4 000.

Life is slightly better for refugees who have been transferred to the Doholo camp. They are provided with vouchers that enable them to receive food assistance. Kadija Kabi, a 31-year-old, mother of 7 children is among those who have received vouchers. Her husband is still in Paoua, in the northeast of CAR, where violence erupted in late December. She believes it's too dangerous for her to return now. She has set up a small open-air restaurant with the help of her husband's family who live near the border between CAR and Chad. Using vouchers, Kadija is organizing herself in Doholo camp.

- Gondje Refugees Camp, south of Chad, 4517 people.

Most of the refugees who are living in Gondje arrived more than ten years ago. Funding constraints mean that only the most vulnerable are receiving assistance. Some of the refugees here are self-reliant. Some of the new refugees have found shelter here too by re-uniting with relatives. These newcomers depend on the generosity of their more established compatriots. Alexis owns a few cattle; he shared seven bags of sorghum (out of the 15 he harvested from his field) with the newcomers. Alexis and his wife, refugees in Chad for more than ten years: they rebuilt a new life and are not depending on assistance anymore.

Sarah, who has been a refugee in Chad for 12 years, is also displaying the same spirit of generosity. She is hosting Ruth, her four-year-old daughter Melissa and several other refugees.

WFP Chad - Communication officer: Maria GALLAR

Email : [maria.gallar@wfp.org](mailto:maria.gallar@wfp.org)

Mobile : + 235 66 99 34 90

## **WFP Chad: Of refugees who live out of camps in Chad**

**(Available online: <https://insight.wfp.org/of-refugees-who-live-out-of-camps-in-chad-3caf86180560>)**

In southern Chad, humanitarian needs have increased because of an influx of people who fled from fighting between rival armed groups in neighbouring Central African Republic (C.A.R.). The area is littered with villages where refugees and local communities live together. The hosts have been sharing the little they have with those who crossed the border to find safety.

“We were welcomed by the people here. Some of us had family members already in Chad, the same way as there are Chadians living in C.A.R.,” says Mbaindorou Ledingard Elisée, Representative of the new refugees in the village of Beakoro.

Around 30,000 refugees have arrived in southern Chad from C.A.R. since late December 2017. Host communities who are themselves poor, vulnerable to climate change and affected by interruptions in cross-border trade, ended up with extra mouths to feed. They quickly ran out of food and other basic needs. By February, an Emergency Food Security Assessment showed alarming levels of food insecurity among people.

The United Nations World Food Programme (WFP) has mounted an urgent response to support people in need. With most of them spread out in numerous, small villages along the border that are hard to access, especially in the rainy season, WFP had to rethink its tactics to serve people. It partnered with local traders, who can transport food from their main shops to distribution sites in every village.

Refugees receive a value voucher, tailored to the size of their family, which they redeem against a list of products. This strengthens choice, convenience and dignity. At a distribution site in Don, a village located 2km away from the River Logone that separates both countries, refugees choose between some 15 to 20 products, including flours and canned food cans. Mbaindorou Ledingard Elisée has nine children.

Don hosts close to 2,000 women, men and children that fled clashes in northern C.A.R since late December 2017. Most are happy to receive assistance, but the scars of war are still deep and disturbing. “I’ve been told that my husband died months ago, but I don’t know where he was killed. I have not yet found out where he is buried,” Asmand Jeanne Caroline tells me. “I came to Chad with my 11 children because the war arrived at my village. We could not bring anything with us; no food, no goods. We only brought our bodies.”

Most of the refugees say the conditions are not conducive for their return to C.A.R. Fighting may have reduced because of rainy season that hampers movement, but insecurity is still rife. Staying in Chad comes with its own challenges, though. Limited funding means aid groups cannot cater to their vital needs in a country which is reeling from a severe economic crisis. Humanitarian partners are thus considering to progressively move to early recovery and self-sufficiency programmes that strengthen livelihoods and provide income-generating opportunities.

In the meantime, rain has now enabled cereals to grow. Villagers will be able to collect the long-awaited harvest in a few weeks. It may not be enough, but it is better than nothing.

WFP Chad - Communication officer: Maria GALLAR

Email : [maria.gallar@wfp.org](mailto:maria.gallar@wfp.org)

Mobile : + 235 66 99 34 90

### ANNEXE 3 : ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS (Ordre Alphabétique)

ACRA	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina
ADAC	Autorité de l'Aviation Civile du Tchad
ADES	Association pour le Développement Economique et Social
AEN	Actions Essentielles en Nutrition
ANADER	Agence Nationale de Développement Rural
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
APFLT	L'Association pour la promotion des libertés fondamentale
APIDO	Association d'Appui à la Promotion des Initiatives de Développement Durable des Organisations
CAP	Comportement, Attitude et Pratique
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CGPE	Comités de Gestion des Parents d'Elèves
DRS	Délégation régionale sanitaire
EAE	Espaces Amis d'Enfants
ECHO	Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne
EFSA	Emergency Food Security Assessment
ENA/ES	Enfants non accompagnés/Enfants Séparés
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Française d'Afrique
Ha	Hectare
HRP	Plan de réponse humanitaire
IEC	Information, Education et Communication
IDTR	Identification, Documentation, Tracing, Réunification
IHDL	Initiative humanitaire pour le développement local
IRC	International Rescue Committee
Kg	Kilogramme
MAM	Malnutrition aigue moderee
MAS	Malnutrition aigue severe
MENPC	Ministère de l'Education Nationale et de Promotion Civique
MILDA	Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide a Longue Durée d'Action
MSF	Médecins sans frontières
mt	Tonnes métriques
MUAC	Mid-Upper Arm Circumference ou PB = Périmètre brachial
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non-gouvernemental
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCIMA	Prise en charge intégrée de la manutrition aigue
PDM	Enquête de suivi post-distribution
RCA	République centrafricaine
RET	Refugee Education Trust
RMA	Rapports Mensuelles d'Activités des Formations sanitaires ( ),
SAOP	Standard Administrative and Operating Procedures
SECADEV	Secours Catholique de Developpement
Tigo	Operateur de telephonie mobile
US	Dollars americains

UNA	Unite nutritionnelle ambulatoire
UNDP/PNUD	United Nations Development Programme/Programme de développement des Nations Unies
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UNHCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNT	Unité nutritionnelle thérapeutique
WASH	Eau, Hygiène et Assainissement
WFP	World Food Programme